

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



RÉTROSPECTIVE 2013



**REMPLENER
LOUVOIS
UN DÉFI
COLOSSAL**



ARMÉES D'AUJOURD'HUI



Jean-Yves Le Drian
Ministre de la Défense

Remplacer Louvois : le défi est colossal

Mardi 3 décembre, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a annoncé à Varcès, lors de sa visite au 93^e régiment d'artillerie de montagne, sa décision de remplacer le système de paiement Louvois par un système sûr et éprouvé, après une période de transition qui préservera les intérêts de tous les militaires.

En septembre 2012, j'ai découvert l'ampleur des dysfonctionnements du logiciel Louvois. Pour nombre d'entre vous, pour vos familles, les difficultés qui en résultaient étaient inacceptables. Louvois est devenu pour moi le symbole du combat qu'il fallait livrer contre l'absurdité : alors que nous nous préparions à engager la force au Sahel, comment accepter que des hommes et des femmes, prêts à se sacrifier pour leur pays, la France, n'obtiennent pas en retour ce respect minimal qu'est le paiement de leur solde ?

Aujourd'hui, un peu plus d'un an après, ce combat est sans doute l'un des plus difficiles dans lesquels je me suis engagé. C'est l'un de ceux qui m'a vu le plus déterminé aussi, parce que je n'ai pas accepté que le contrat moral qui lie la Nation à l'engagement de ses soldats soit ainsi mis à mal.

Pour cette raison, immédiatement après vous avoir entendus, j'ai pris une série de décisions pour parer à l'urgence. L'urgence, c'était de faire en sorte que chaque militaire reçoive au plus vite les sommes qui lui étaient dues. J'ai donc engagé un dispositif d'avances exceptionnel à hauteur de 30 millions d'euros, pour payer directement ces soldes ; une plateforme d'appels a été mise en place, pour répondre aux questions des militaires et de leurs familles ; un groupe Utilisateurs a été créé, réunissant les acteurs de la solde, des militaires et des conjoints de militaires, pour faire le point ensemble et partager les bonnes pratiques ; j'ai fait réaliser un inventaire des dossiers en attente de régularisation, pour connaître la réalité de ce qu'il restait à faire et s'organiser en conséquence ; j'ai en outre mis en place un dispositif de contrôle par la chaîne de commandement et par la chaîne

solde ; enfin j'ai créé un dispositif spécifique pour le personnel de retour d'opex, qui appelait une attention toute particulière.

À situation exceptionnelle, solutions exceptionnelles. C'est ainsi que nous avons répondu à l'urgence. Avec la mobilisation de tous, un tel résultat a nécessité un travail absolument considérable. Les équipes de la solde ont été multipliées par quatre : le centre d'expertise des ressources humaines (CERH) de Nancy a vu ses effectifs augmenter de 143 personnes, celui de Toulon de 48, 25 informaticiens sont arrivés en renfort au Centre de maintenance interarmées de la solde (CMIS), tandis que le Service ministériel opérateur des droits individuels (Smodi) a doublé le nombre de ses agents. Au centre d'appel de Rambouillet, plus de 200 personnels se sont succédé depuis un an. L'ensemble de ces équipes œuvrent sans relâche depuis fin 2012 ; aujourd'hui, elles continuent d'abattre un travail gigantesque. Et c'est au prix de tous ces efforts, d'un dévouement hors du commun que je veux saluer, qu'elles parviennent à rattraper les erreurs d'un logiciel qui continue d'en produire de l'autre côté. Cela n'est pas non plus acceptable.

Un constat sans appel, une décision nécessaire

En parallèle de ce plan d'urgence, plusieurs audits, pilotés par le directeur général des systèmes d'information et de communication (DGSIC), ont été lancés pour attaquer le mal de Louvois à sa racine.

Le premier audit a conduit à clarifier la chaîne des responsabilités. J'en ai défini deux. Celle des systèmes d'information RH a été confiée à la Direction des ressources humaines du

ministère (DRH-MD), tandis que celle du paiement de la solde relève désormais du Service du commissariat des armées (SCA). Le DRH-MD, le contrôleur général des armées Jacques Feytis, et le chef du SCA, le commissaire général Jean-Marc Coffin, effectuent d'ailleurs un travail remarquable, pour animer de concert l'ensemble de la chaîne solde. Grâce à cette nouvelle organisation, le déroulement du paiement de la solde, depuis l'opérateur de saisie des paramètres de la paie jusqu'au déclenchement du règlement, se trouve mieux contrôlé. Voilà le sens du premier audit.

L'enjeu du deuxième audit, lancé dès le départ, posait la question fondamentale : peut-on sauver le système Louvois ?

Je ne voulais pas que l'on perde de temps. Aujourd'hui, après des mois d'enquêtes, le constat est clair et simple : si nous sommes en mesure d'apporter des améliorations, au prix d'une très forte mobilisation des équipes, Louvois ne fonctionnera jamais aussi bien que nous sommes en droit de l'exiger.

En ce moment même, des erreurs génèrent encore des soldes nulles ou incomplètes mais aussi des trop-versés. Avec une patience, une détermination, et même une grande force d'âme, les équipes des CERH font le maximum, notamment sur les trop-versés, pour démêler, en liaison avec les services fiscaux ou les établissements bancaires, des situations inextricables. Encore une fois, grâce à ces équipes, nous y arrivons tant bien que mal, mais c'est autant d'énergie dépensée, autant de temps perdu, autant d'argent gâché.

Car derrière le désastre humain de Louvois il y a aussi une catastrophe budgétaire. Les dysfonctionnements du système Louvois coûtent à la Défense entre 150 et 200 millions d'euros par an, c'est-à-dire l'équivalent des économies permises par les réductions d'effectifs.

Aujourd'hui, devant un constat qui est donc sans appel, je prends la décision de remplacer le système Louvois.

Des réservistes fiscalistes au service des administrés

Pour aider les militaires dans les difficultés liées aux défaillances du logiciel Louvois et leurs implications sur les impôts, le ministre de la Défense a décidé de dépêcher, dès le 9 décembre, un groupe de réservistes experts-fiscalistes dans les groupements de soutien des bases de défense. Ils effectuent ainsi un accompagnement personnalisé, assurent la médiation avec l'administration fiscale locale et résolvent les problèmes, au cas par cas, sur le terrain.

Ce nouveau système, il va falloir le penser et le bâtir. Le cahier des charges est simple : payer à l'ensemble des militaires, en temps et en heure, ce qui leur est dû. Je donne un an à des équipes spécialisées pour y parvenir. Chaque compétiteur concevra ainsi un prototype, c'est-à-dire une solution que l'on pourra mettre à l'épreuve du réel sur une population significative du ministère, avant tout lancement. Ce délai est essentiel pour concevoir, puis tester, vérifier, ajuster le prototype, et pour finir, faire le bon choix.

Une démarche pragmatique et structurée

Ici, je veux appliquer une règle éprouvée dans nos armées : un chef, une mission, des moyens.

D'abord un chef : c'est le DRH-MD qui est responsable. Comme pour la conduite des programmes d'armement, l'organisation de projet va reposer sur une direction de programme. Ce sera un ingénieur de haut niveau, en tandem avec un officier de programme, expert de haut niveau, dont le rôle sera de faire le lien avec les futurs utilisateurs. C'est ce binôme qui animera le dialogue compétitif et fera naître la solution technique avec le prestataire. Cette méthode de conduite de projets a fait ses preuves depuis longtemps dans la conduite des programmes d'armement. C'est elle qui nous a par exemple permis de construire le porte-avions, le Rafale et le Tigre. Un chef, mais aussi une mission : exprimer avec clarté notre besoin, expliquer les spécificités et les complexités de la solde.

Et enfin des moyens : une équipe projet, rompue à la conduite de programmes complexes, qui appuiera le binôme, avec des correspondants clairement identifiés dans chaque armée et service concerné, et les moyens nécessaires pour piloter, valider, tester et rendre compte à chaque étape.

La solde est complexe. Cent soixante-quatorze primes et indemnités différentes, cela n'a pas de sens et nous allons y remédier ensemble. Vous-mêmes, vous me dites souvent combien il est difficile de comprendre votre bulletin de solde. Il nous faut simplifier un système de rémunérations trop complexe. Nous le ferons dans la concertation et l'esprit de responsabilité : entendre et défendre vos intérêts est pour moi un devoir. Il est clair que le nouveau système devra être en capacité d'intégrer de multiples informations mais nous devons faire un effort de simplification.

J'ai toujours parlé vrai : tout cela va prendre du temps. Nous devons trouver un équilibre entre notre volonté de changer et la nécessité de sécuriser. Confusion, précipitation et aveuglement ont conduit au désastre Louvois. Aujourd'hui, c'est par la clarté, la détermination mais aussi la sécurité de notre démarche que nous voulons changer de système.

En 2014, nous aurons donc sélectionné un prototype que nous aurons testé en grandeur nature. Et ce prototype, nous le ferons tester par les utilisateurs, les spécialistes de terrain, ceux qui pratiquent



©CELLULE SOLDE ASSISTANCE

Depuis octobre 2012, la plateforme téléphonique de la cellule « solde assistance » répond aux questions des personnes concernées par Louvois.

chaque mois l'exercice de la solde. L'objectif est que, dès 2015, une première armée bascule dans ce nouveau dispositif, en fonctionnant en double commande jusqu'à ce que le nouveau système ait fait ses preuves. Il y a aura une démarche professionnelle, avec des indicateurs précis et quantifiés pour nous prouver sa pertinence.

Jusqu'à ce que le nouveau système soit sûr et éprouvé, il va falloir continuer à utiliser Louvois, dont nous poursuivrons l'amélioration afin de limiter les dysfonctionnements, tandis que nous préparons à marche forcée son successeur. Je pense évidemment aux équipes de la solde, qui travaillent en régime de crise depuis plus d'un an et qui vont continuer de corriger les erreurs à la main, pour limiter autant qu'il est possible les dégâts. Aujourd'hui, j'ai plusieurs fois salué leur travail. Nous pouvons leur rendre hommage. Ils apportent la preuve que le soutien est le socle indispensable de la condition opérationnelle.

Mais je veux saluer aussi les industriels qui nous accompagnent et sur qui nous comptons pour soutenir au mieux le système actuel jusqu'à son remplacement. Ils font au mieux, dans le meilleur des états d'esprit.

Une grande visibilité

Aujourd'hui, je ne vous donne pas rendez-vous dans quinze mois ou deux ans, au moment prévu pour le retour à la normale. Sans attendre ce moment, je veux que vous ayez de la visibilité sur les

différentes étapes du projet. À travers le Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM), le groupe Utilisateurs, mais aussi des outils de communication, je souhaite que vous puissiez vous associer à ce projet et connaître régulièrement son état d'avancement. Le combat que j'ai décidé d'engager continue. Il appelle une mobilisation générale du ministère. C'est la raison pour laquelle mes trois grands subordonnés, le chef d'État-Major des armées, le secrétaire général pour l'administration et le délégué général pour l'armement, sont à mes côtés. Le paiement des soldes ne concerne pas seulement ceux qui les reçoivent. Je donne l'ordre aux hauts responsables de la Défense d'y consacrer toute leur énergie.

Remplacer Louvois : le défi est colossal. Je prends la décision de le relever aujourd'hui. Je compte sur l'engagement de tous pour le mener à bien, et montrer ainsi, qu'au collectif que nous formons, nulle épreuve ne résiste.

M. Lebriand

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

3 Remplacer Louvois :
le défi est colossal

FORCES EN ACTION

8 Centrafrique : la France lance
Sangaris

10 Piège sur la ligne 4

14 Médecine de choc

18 Le Sahara pour horizon

22 Portrait : le droit chemin

24 Porfolio

ENJEUX

26 Aider les Africains à assurer
leur sécurité

FOCUS DEFENSE

28 Steadfast Jazz :
la partition française

32 Concertation :
le temps de la relève

34 La réserve opérationnelle
et citoyenne

36 Cybersécurité : partage
de recherches

38 Réforme du SSA : objectif 2020

40 Handicap : intégrer
toujours mieux

DOSSIER

42 La rétrospective 2013

DETOURS CULTURE

60 L'épopée indochinoise

PERSPECTIVES

64 Histoire : campagne d'Italie

KIOSQUE

66 Sélection

SANS RÉSERVE...

ÉDITORIAL



R. CONNAN © DICOD

À l'heure où les armées françaises affrontent un nouveau reformatage, tout en conservant à la France les capacités nécessaires à ses ambitions politiques de membre du Conseil de sécurité, la contribution des réserves est essentielle, même si le rôle des réservistes est souvent méconnu.

Le ministre Jean-Yves Le Drian l'a redit au dernier Conseil national des réserves, il n'y a pas d'armée efficace sans un rôle actif dévolu à des réservistes compétents, volontaires et fidélisés dans leur emploi militaire. Et ce qui peut paraître un mystère pour beaucoup est une évidence : ce sont souvent les citoyens les plus actifs et les plus occupés dans leur vie professionnelle qui trouvent le temps et l'énergie nécessaires pour jouer un rôle comme réservistes opérationnels.

Le portrait de Marion de La Lande d'Olce (p. 22) est symbolique : les femmes jouent un rôle éminent dans la réserve. Elle a commencé comme ambulancière, a suivi des formations et des spécialisations, et s'est retrouvée pleinement intégrée dans le noyau de réserve le plus exigeant d'un état-major interarmées, réussissant à concilier vie professionnelle, vie de mère de famille et activités de réserve.

Tout aussi essentiel est le rôle des réservistes citoyens, dont le grade ne correspond pas à un cursus mais à la reconnaissance d'un rôle de rayonnement auprès du monde civil. Certains sont utilisés pour des compétences spécifiques, c'est le rôle nouvellement attribué de réservistes de la cyberdéfense.

Dernier exemple, le recours à des réservistes experts fiscalistes pour aider les militaires victimes des dysfonctionnements de Louvois dans leurs démarches avec l'administration fiscale : d'abord mobilisés à Rambouillet, ils sont à présent détachés dans les bases de défense pour résoudre les problèmes localement. Un apport précieux...

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef** : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Directrice artistique** : Micheline Jérôme (Key Graphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), Paul Hessenbruch (55 05), Samantha Lille (47 27), aspirant (Marine) Camille Martin (46 29), capitaine (air) Laetitia Perier (45 83), Loïc Picard (44 53). **Prestations extérieures** : CSFM, colonel Paul Gaujac, Jean-Claude Jaeger, Nelly Moussu (agence Rouge Vif). **Service photo** : Jean-Jacques Chatard (46 98), sergent (air) Rémi Connan. **Service icône** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. **Photogravure** : Key Graphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dicod – École militaire – 1, place Joffre – 75007 Paris. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : La rétrospective 2013/@ministère de la Défense et présidence de la République.

New York, le 5 décembre, 15h30 locales. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution 2127 donnant mandat sous chapitre VII à une force internationale africaine de prendre toutes les mesures nécessaires visant à protéger la population civile et à neutraliser les groupes armés qui sèment le chaos en République centrafricaine depuis février dernier. La France est autorisée à appuyer ce mandat.

Paris, 19h30. « Vu l'urgence de la situation, j'ai décidé d'agir immédiatement, c'est-à-dire ce soir », annonce le président de la République française, dans une déclaration télévisée.

Bangui, 20h10. Une patrouille de deux blindés du 21^e régiment d'infanterie de marine s'élance vers le nord, sur l'avenue de l'Indépendance, dos à l'Oubangui. Quelques Banguissois audacieux, encore sous le coup des exactions de la veille, agitent prudemment les bras en signe de reconnaissance. L'opération française Sangaris vient de débuter.

La rapidité du renforcement du dispositif est rendue possible grâce à l'existence des forces prépositionnées, présentes au Gabon, aux dispositifs Boali en RCA et Épervier au Tchad ainsi qu'aux renforts mis en place au Cameroun depuis le 28 novembre.

6 décembre, aéroport de Bangui M'Poko. Le commandement de Sangaris a été confié au général Soriano, commandant les Forces françaises au Gabon, qui arrive sur place pour se situer au plus près de la force. Avec lui, une compagnie de parachutistes du 6^e bataillon d'infanterie de marine et trois hélicoptères Puma.

7 décembre. L'effectif total de la force compte désormais 1 600 hommes. Plusieurs centaines sont dans la capitale et sa périphérie, où les patrouilles se multiplient. L'escadron d'aide à l'engagement, qui a quitté le littoral camerounais et franchit la frontière, mène des missions de reconnaissance vers l'est. Des patrouilles de Rafale, stationnées à N'Djamena, survolent Bangui à basse altitude et à plusieurs reprises pour afficher la détermination de la force aux groupes armés susceptibles de s'opposer au déploiement international en cours. Le général Soriano effectue un aller-retour à Bossangoa, à 200 kilomètres au nord de Bangui, pour évaluer la situation et s'entretenir avec les autorités locales. Dans le même temps, une compagnie d'infanterie reconnaît cette zone dans laquelle s'est installé un nombre important de réfugiés.

Paris, 8 décembre. « La période d'impunité est terminée », annonce Jean-Yves Le Drian lors d'une conférence de presse, indiquant que le désarmement des groupes armés va commencer. De gré ou de force.

Bangui, 10 décembre. Deux hommes du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine tombent lors d'un accrochage nocturne. Le chef de l'État, François Hollande, qui se rend dans la capitale le soir même, salue l'action de « ces soldats qui ont perdu la vie pour en sauver beaucoup d'autres ». ■



Centrafrique la France lance Sangaris



Piège sur la ligne 4

Au cœur de la nuit du 14 novembre, dans le métro parisien, la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris a réalisé un entraînement d'envergure mettant en œuvre le plan Interfer, déclenché lors de catastrophes ferroviaires. Durant près de trois heures, une centaine d'hommes issus de seize casernes ont joué contre la montre pour maîtriser l'incendie d'une rame, extraire et soigner les victimes puis les faire évacuer.



Scannez
le QR code
pour visionner
la vidéo
du reportage





« Le plan rouge implique l'extraction des victimes, leur prise en charge au sein d'un poste médical avancé, puis leur évacuation vers les unités de soins cliniques. »

Ci-dessus : arrivés à la station Mairie-de-Montrouge quelques minutes après le déclenchement de l'alerte, les sapeurs-pompiers acheminent leur matériel sur la zone d'intervention.

En haut à droite : une équipe dédiée à l'installation du dispositif d'extinction de l'incendie met en place les lances avant de descendre vers le sous-sol.

Ci-contre : équipés de leurs appareils respiratoires, des sauveteurs évacuent les pompiers jouant le rôle de voyageurs.

Ci-dessous : un officier fait le point sur la situation devant le commandant des opérations de secours qui vient de rejoindre le poste de commandement avancé établi en surface.

En bas à droite : au poste médical avancé, installé au niveau intermédiaire, les pompiers établissent un diagnostic, soignent et regroupent les victimes selon la gravité de leurs blessures.





Sud de Paris, métro Mairie-de-Montrouge, 1 h15. Une rame s'immobilise dans le tunnel alors qu'elle venait de quitter la station. À son bord, près de quarante passagers. Une épaisse fumée envahit les wagons. Plusieurs voyants s'agitent sur l'écran de contrôle du conducteur de la rame, bientôt accompagnés d'alarmes. Toutes signalent la présence d'un incendie à bord. Immédiatement, le Centre de permanence des réseaux de la RATP compose le 112, numéro d'urgence européen, pour déclencher l'intervention des pompiers. Ce genre d'événement, bien que rarissime, dispose d'une procédure d'intervention précise pour le réseau ferré : le plan Interfer. C'est l'objet de l'exercice d'envergure mené chaque année conjointement par la RATP et la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), qui s'est déroulé dans la nuit du 14 novembre. « Cette mise en situation est essentielle à l'entraînement des militaires, affirme le commandant Gildas Le Cœur, en charge de la formation des officiers de la BSPP et directeur de cet exercice. Elle sert également de support à la formation des futurs commandants des opérations de secours (COS) et directeurs des secours médicaux (DSM). »

Chacun son rôle

Moins de cinq minutes après le déclenchement de l'alerte, une vingtaine de véhicules de la BSPP surgissent, gyrophares et sirènes troublant le calme de la nuit. Issus des quatre coins de la capitale, ils ont été engagés sur ordre de l'état-major par le centre opérationnel, situé porte de Champerret. Pour préserver la couverture opérationnelle, seize casernes ont été mobilisées dans un premier temps sur l'exercice, à raison d'un à deux véhicules par centre de secours.

Très vite, la zone fourmille de soldats du feu, tous portent déjà casques et tenues de protection ignifugées. Même s'ils sont formés pour assurer aussi bien la neutralisation d'un incendie que le secours aux victimes, ici, chacun endosse un rôle bien déterminé. La mission de chaque équipe, constituée de quatre militaires, est inscrite sur une feuille de départ. Huit d'entre elles s'engouffrent dans la bouche du métro pour évacuer les victimes. Dans les wagons, malgré la fumée épaisse, les hommes aperçoivent au fil de leur progression des personnes au sol, à la recherche d'air frais. Beaucoup toussent. Certaines se plaignent de douleurs. Pendant ce temps, en surface, quatre sapeurs-pompiers du centre de secours Plaisance participent à la mise en

place du dispositif d'extinction du feu, installant leurs lances jonction par jonction depuis une bouche d'incendie. Une fois les tuyaux déroulés, l'équipe s'élance à travers les couloirs du métro pour raccorder en eau les unités mobilisées en sous-sol. Depuis le quai, ils aperçoivent par moments les lueurs des lampes de casques perçant le noir profond du tunnel. Deux d'entre elles se rapprochent : deux sapeurs-pompiers apparaissent alors, soutenant une victime qu'ils viennent d'extraire de la rame. Les lèvres bleuies, le visage brouillé, elle présente les symptômes classiques d'une intoxication à la fumée.

Coordination des compétences

En surface, l'officier supérieur de permanence du groupement, le lieutenant-colonel Guillaume Trohel, stagiaire COS et commandant en second du 1^{er} groupement d'incendie et de secours, vient d'arriver et prend la direction des opérations. Il réunit les officiers de garde au sein du poste de commandement avancé pour dresser un premier point de situation. Les victimes sont nombreuses. Il décide, en coordination avec les services de la Préfecture, d'activer un plan rouge qui prévoit la mise sur pied de vastes moyens médicaux. « Cette procédure complémentaire au plan Interfer s'organise autour d'une chaîne médicale de secours divisée en trois parties : le ramassage et l'extraction des victimes, leur prise en charge au sein d'un poste médical avancé, puis leur évacuation vers les unités de soins cliniques et hospitalières », précise le lieutenant-colonel Trohel.

Au niveau intermédiaire de la station, une cinquantaine de médecins, d'infirmiers et de secouristes s'affairent autour des victimes, regroupées selon le degré de leurs blessures. Certaines, capables de marcher, sont accompagnées vers la sortie où les attendent des véhicules de secours et d'assistance aux victimes et des ambulances pour les conduire vers les hôpitaux les plus proches. D'autres, plus gravement atteintes, sont directement prises en charge médicalement, puis évacuées sur des civières.

Vers 4 h30, trois heures après l'arrivée des premiers intervenants, l'opération est terminée. Les blessés les plus graves, joués par les jeunes recrues du fort de Villeneuve-Saint-Georges, ont été évacués. En théorie, la place devrait être laissée aux forces de police, chargées d'enquêter sur l'origine du feu, mais aujourd'hui ce n'est pas nécessaire. Les participants regagnent leur caserne et le métro reprend sa valse incessante, acheminant ses habituels usagers comme si rien ne s'était passé. ■

Médecine de c



Une fois arrivés sur la zone d'évacuation, les sauveteurs doivent le plus rapidement possible mettre à couvert les blessés afin de leur administrer les premiers soins.

choc



Cet automne, sur la base de Lann-Bihoué, une dizaine de médecins et d'infirmiers ont participé à un stage Médichos de sauvetage au combat particulièrement orienté forces spéciales. Durant quatre jours, au milieu des commandos, les stagiaires ont éprouvé leurs gestes reflexes et leur technique dans des situations très réalistes de conflit.

PAR LOÏC PICARD / PHOTOS : RÉMI CONNAN / DICOD

FORCES EN ACTION

« On vérifie que le blessé ne saigne pas, qu'il respire bien et qu'il est conscient. »

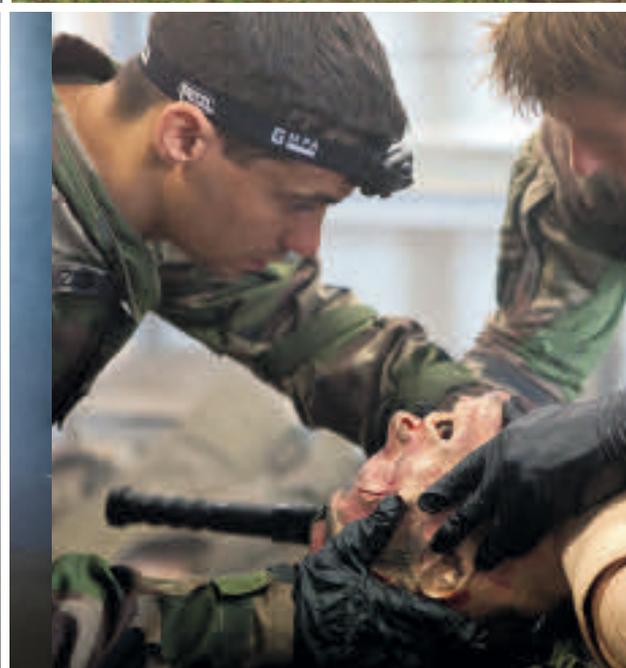
Ci-contre : les premiers secours sont prodigués et un commando remplit une fiche médicale.

Ci-dessous à gauche : sur le visage du blessé figure l'heure de la pose de garrot.

Ci-dessous à droite : l'évacuation est effectuée à bord d'un véhicule léger de reconnaissance et d'appui.

En bas à gauche : arrivée massive de blessés dans un poste médical avancé.

En bas à droite : l'un des médecins, assisté par un commando qualifié opérateur de premiers secours au combat, pratique une trachéotomie sur un mannequin.





Quelque part sur un théâtre d'opération, un véhicule vient de sauter sur un engin explosif improvisé (IED, *improvised explosive device*). Les trois occupants sont au sol, blessés. Averti par radio, un groupe du commando Trépel se dirige sur zone pour les récupérer. Sur place, un de ces sauveteurs s'empresse de placer un garrot autour de la jambe du militaire dont il s'occupe. Face à lui, deux de ses camarades déplacent un autre blessé pour le mettre en sécurité. Une démarche éclairée, car quelques secondes plus tard, des tirs résonnent et les balles fusent.

Nous sommes sur la base aéronavale de Lann-Bihoué, près de Lorient, où les commandos marine s'entraînent en compagnie d'invités particuliers. Dans le cadre d'un stage Medichos de médicalisation en milieu hostile, coorganisé par l'École des fusilliers marins, le Service de santé des armées (SSA) et la Fofusco, une dizaine de médecins et d'infirmiers participent à l'entraînement. La plupart appartiennent à des unités pilotées par le Commandement des opérations spéciales. Commandos marine, commandos parachutistes de l'air, soldats d'infanterie de montagne, parachutistes d'infanterie de marine et même gendarmes du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, tous ont fait le déplacement pour suivre cet exercice intensif de sauvetage au combat orienté « forces spéciales ».

Garder les idées claires

« Ce stage reprend des situations exceptionnelles que nous sommes amenés à rencontrer lors de conflits. Mais c'est justement parce qu'elles sont exceptionnelles qu'il faut s'y préparer, conclut, à l'issue de son premier Medichos, le médecin Ludovic Baizid, affecté au centre médical des armées de Grenoble et détaché auprès du 27^e bataillon de chasseurs alpins. Ces situations déstabilisantes brouillent les idées et freinent la réflexion. L'objectif est donc de garder la tête froide. » Pour rester efficace, il existe une méthode d'examen très rapide, divisée en trois phases : le *Safe Marche Ryan*. *« On vérifie que le blessé ne saigne pas, qu'il respire bien et qu'il est conscient. Une fois que c'est fait, on catégorise les victimes selon la gravité de leurs blessures »,* poursuit le médecin Baizid.

Embuscade tendue à un convoi, assaut d'un village, libération d'otages, arrivée massive de blessés... Différentes simulations se sont enchaînées durant quatre jours. *« Ces scénarios sont conçus pour que les stagiaires com-*

mettent des erreurs et qu'elles soient repérées de telle sorte qu'elles ne soient pas reproduites sur le terrain, précise le médecin en chef de réserve Philippe Roussaly, anesthésiste-réanimateur hospitalier en Vendée, également instructeur pour les stages Medichos. Lors de l'intervention sur un véhicule atteint par un IED, les blessés se retrouvent généralement dispersés. Or il est important – et cette notion a été bien acquise – de les regrouper afin que le médecin puisse les avoir sous les yeux et diriger au mieux les soins à apporter avant l'évacuation vers l'antenne chirurgicale. »

Actes thérapeutiques d'exception

Créée en 2007 à la suite des retours d'expérience du théâtre afghan, cette formation est principalement destinée aux médecins et infirmiers d'unités afin qu'ils perfectionnent leurs compétences en médecine d'urgence. *« L'objectif est de préparer au mieux nos équipes de manière à limiter au maximum la mortalité au sein des combattants lorsque les structures sanitaires sont limitées ou trop éloignées, grâce à la mise en place d'actes thérapeutiques d'exception »,* souligne le médecin en chef Jean-Christophe Favier, responsable du Centre d'instruction aux techniques de réanimation de l'avant (Citera) de l'École du Val-de-Grâce, en charge des activités de simulation et de la préparation opérationnelle.

Pour effectuer leur prise en charge médicale, les médecins et infirmiers pouvaient compter sur les commandos. Tous sont qualifiés pour le sauvetage au combat de niveau 1 (SC1), qui correspond à la formation élémentaire des combattants aux soins de première urgence pour eux-mêmes ou un camarade. Certains, comme le second maître N., sont qualifiés opérateurs de premiers secours au combat (OPSC), assimilables aux auxiliaires sanitaires dans l'armée de Terre et correspondant au niveau SC2. Durant l'exercice, ils ont donc tout naturellement prêté main-forte aux personnels médicaux, effectuant la pose de pansements, de garrots tactiques, ou administrant de la morphine aux blessés.

À raison de deux à quatre sessions par an, réparties sur plusieurs sites, ces stages Medichos forment chaque année jusqu'à une quarantaine de médecins et d'infirmiers. L'occasion pour ces hommes et ces femmes d'appréhender au mieux les problématiques liées à l'exercice de leurs fonctions dans un environnement altéré par des situations de combat, ou dégradé par des conditions géographiques extrêmes. ■



Scannez
le QR code
pour visionner
le diaporama
du reportage

**Soldats du 16^e bataillon de chasseurs en phase
de progression pour la reconnaissance d'axes.**

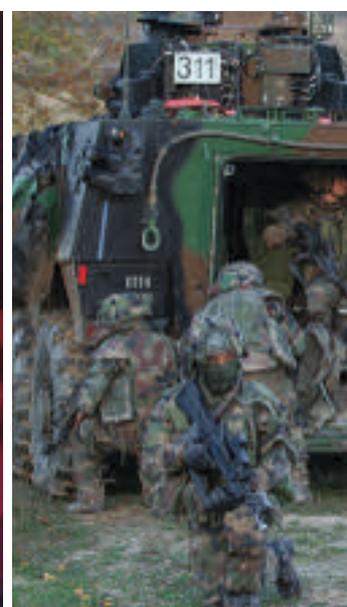


Le Sahara pour horizon

Avant de s'envoler pour le Mali en janvier prochain, le groupement tactique interarmes Vercors a achevé son entraînement à Mailly-le-Camp, dans la campagne champenoise. Restitution tactique des deux semaines de stage, l'exercice Almoustarat a permis aux hommes d'affronter des ennemis utilisant les techniques de combat des rebelles djihadistes.

PAR PAUL HESSENBRUCH / PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD©DICOD

FORCES EN ACTION



« On demande aux sections de mettre en place un dispositif adéquat pour garantir la sécurité de chacun. »

En haut à gauche : un commandant d'unité planifie l'intervention de ses hommes depuis un VBCI.

En haut à droite : les militaires se déploient sur le terrain d'entraînement.

Ci-dessus : lors d'une embuscade, un soldat a perdu sa jambe dans l'explosion d'une mine. L'un des membres de sa section lui pose un garrot.

Ci-contre : sous l'œil attentif d'un OAC (observateur, arbitre, conseiller), un démineur du 2^e régiment étranger d'infanterie met au jour des caisses d'armes rebelles.

Ci-dessous : derniers préparatifs avant la reprise du village de l'Ormet. Des indications sont données aux combattants sur la topographie des lieux.

En bas à droite : l'assaut est lancé par les membres du GTIA Vercors.





Le paysage ne ressemble en rien à celui du continent africain. Nous sommes à près de 6000 kilomètres de Bamako, en plein cœur de Mailly-le-Camp. Au Centre d'entraînement au combat (Centac), le groupement tactique interarmes (GTIA) Vercors, principalement armé par le 7^e bataillon de chasseurs alpins, parfait sa mise en condition opérationnelle avant sa projection sur le théâtre malien en janvier. Depuis deux jours, la dernière phase de la préparation bat son plein. L'exercice Almoustarat est une restitution tactique de tous les enseignements dispensés depuis plus de deux semaines. Les OAC (observateurs, arbitres, conseillers) du Centac sont chargés de vérifier les acquis. Cette appréciation s'exerce pour chaque section, mais aussi pour la compagnie entière. La préparation et la manœuvre des quatre commandants d'unité sont suivies de près au centre opérationnel où l'exercice est entièrement numérisé.

Déloger les rebelles

Il est 7h30, le thermomètre affiche 2 °C. Le capitaine G., commandant le sous-GTIA Charlie, rassemble ses hommes à l'arrière de son VBCI (véhicule blindé de combat d'infanterie). Les chefs de section reçoivent les derniers ordres pour la mission du jour. « *En vue de prendre le contrôle de la zone, je veux réduire les poches de résistance avant midi* », annonce le capitaine. La veille au soir, les rebelles du Front indépendantiste africain (FIA) ont repris le village de l'Ormet, point stratégique du camp. Ces rebelles, joués dans l'exercice par 200 militaires de la force adverse, emploient les mêmes procédés que les rebelles maliens : harcèlement psychologique, bombes artisanales et *suicide bombers*. À 8 heures, les sections se mettent en marche. La route pour atteindre l'Ormet est semée d'embûches. Dans les ornières, les rebelles ont placé plusieurs engins explosifs improvisés. Informée de cette situation, la colonne progresse lentement et chaque alerte donne lieu à une ouverture d'itinéraire par les groupes du 2^e régiment étranger de génie. Tandis que les légionnaires inspectent minutieusement le terrain, les premiers échanges de tirs se font entendre au loin, signe que les deux autres sous-GTIA sont au contact.

À 10 heures, la situation s'emballe. La végétation oblige les véhicules blindés et les hommes à emprunter un itinéraire différent pour rejoindre une clairière. Soudain, alors que les fantassins du 16^e bataillon de chasseurs sont en première ligne, deux éléments adverses traversent la route en ouvrant le feu. Les échanges de tirs nourris font quelques blessés du côté des forces

françaises. Le rythme des communications radio s'intensifie. Pour les sections, la phase est critique. Il faut à la fois poursuivre l'action en cours et mettre le blessé à l'abri pour lui apporter les premiers secours. Un appui aérien est demandé. Cinq minutes plus tard, une Gazelle surgit au-dessus des arbres, obligeant les rebelles à battre en retraite. Allongé au sol, le sergent C. porte un foulard orange noué au genou droit pour symboliser la perte de sa jambe. Il vient de sauter sur une mine. Les pièges qui l'entourent empêchent ses camarades de venir le secourir. « *Le danger, sur le théâtre, c'est de négliger sa propre sécurité. On demande donc aux sections de mettre en place un dispositif adéquat pour garantir la sécurité de chacun* », explique l'adjudant Bascons, un des OAC. L'intervention du génie permettra d'évacuer le blessé de la zone de conflit. Vers 11h30, la situation est de nouveau sous contrôle. La progression reprend. Cette fois-ci, la section du groupement commando de montagne ouvre la voie. Une nouvelle mission vient d'être communiquée par radio. Les renseignements signalent la présence de caches d'armes plus au nord de la zone. Après s'être infiltrées dans les bosquets, les forces retrouvent les caisses d'armement et arrêtent un chef rebelle.

À l'assaut de la position

Au même instant, de l'autre côté du camp, le sous-GTIA Alpha s'apprête à quitter sa position. Son objectif : atteindre l'Ormet par la route principale, tout en rejoignant les forces alliées africaines. Les dernières consignes sont passées et tout le monde embarque dans les véhicules pour quitter le poste avancé. Le contact est établi avec les alliés et de précieuses informations sont données sur le positionnement des ennemis à l'intérieur du village.

Vers 16 heures, alors que la lumière commence à baisser, le GTIA Vercors encercle l'Ormet. Dans le ciel, les Gazelle poursuivent le survol de la zone à basse altitude. Plus haut, un alphajet effectue des passages pour jouer la composante aérienne. L'assaut est donné. Les échanges de tirs sont assourdissants. Les sections françaises parviennent pied à pied à reprendre le contrôle du village. Une à une, les maisons sont fouillées et investies. La menace exercée par le FIA s'estompe, mais nécessitera une présence toute la nuit dans le village pour terminer la mission.

À l'issue de l'exercice, le colonel Catar, commandant le GTIA Vercors, conclut : « *Je suis très satisfait du travail effectué par mes hommes, mais aussi très confiant dans la capacité de faire appliquer la devise du GTIA – "de fer et d'acier" – sur le terrain au Mali.* » ■

Le droit chemin

Juriste, avocate, mais aussi ambulancière en ex-Yougoslavie et officier en mission au Tchad... Grâce à la réserve, Marion de La Lande d'Olce semble avoir vécu plusieurs vies. Aujourd'hui substitut du procureur à Tarbes, cette femme de 52 ans a trouvé sa place en partie grâce à son engagement militaire.

Extraordinaire. Voilà un mot que Marion de La Lande d'Olce utilise souvent pour évoquer les personnes qu'elle a croisées au cours de sa vie. Et pourtant, cette femme est, à bien des égards, elle-même extraordinaire. Née en 1961 dans le condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, aujourd'hui république de Vanuatu, où son père, Bernard Hébert, occupait le poste d'administrateur des colonies, elle acquiert très tôt le sens du devoir envers la France. À 6 ans, lors d'un 14 Juillet à Nouméa, où son père a été muté, sa mère lui intime, ainsi qu'à ses cinq frères et sœurs, de bien se tenir : « *N'oubliez pas que vous représentez la France.* » Une phrase qui la marque pour la vie.

Retour en métropole à 8 ans. Son père, devenu maire de son village normand, reçoit de nombreuses personnalités : Pierre Messmer, Paul-Émile Victor, Haroun Tazieff, André Malraux... La petite Marion s'interroge et lui demande de raconter son histoire. Celle d'un jeune homme de 18 ans qui rejoint Londres en 1940, s'engage dans les Forces françaises libres, combat en Afrique et participe à la campagne de France et d'Allemagne, jusqu'à Berchtesgaden. Compagnon de la Libération, son père décède alors que Marion a 23 ans. Très marquée par les récits de cette figure paternelle qu'elle admire et alors qu'elle poursuit des études de droit, elle s'engage chez les Rochambelles afin de suivre une formation de conductrice ambulancière. Deux week-ends par mois, elle s'entraîne à la topographie, au parcours du combattant et au tir au sein du 8^e régiment de transmissions. Brevetée chef conductrice ambulancière, elle est affectée à la 2^e division blindée au

grade de caporal et participe aux sorties du régiment en manœuvres. À Mailly-le-Camp, Mourmelon, par - 15 °C... Et elle adore ça ! « *En pleine nuit, au milieu des chars, sous les tirs, on devait se débrouiller seules et effectuer notre mission de ramassage des blessés. Une excellente formation qui nous donnait de bons automatismes* », commente-t-elle.

Parallèlement, Marion, devenue juriste d'entreprise, multiplie les voyages professionnels dans les capitales européennes. Lorsque son emploi du temps le lui permet, elle s'adonne à sa passion pour le sport : ski, voile, escrime, parapente, deltaplane, saut à l'élastique. Pourquoi une telle boulimie ? « *À la mai-*

contre son mari lors d'une formation au 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine, réussit le difficile concours des officiers de réserve spécialistes d'état-major et devient maman d'une petite fille en 2004. Mais conseiller des clients trop souvent uniquement en quête de profits ne lui convient pas. Elle n'hésite donc pas à effectuer un nouveau changement de cap. Cette fois-ci, ce choix sera le bon. Elle intègre la magistrature en 2005, à 44 ans. Parallèlement, elle multiplie en tant que capitaine les périodes de réserve opérationnelle là où son expertise est nécessaire, parcourant les camps de réfugiés du Darfour au Tchad. Désormais substitut du procu-

« *J'avais grandi dans un cocon et ma mission en ex-Yougoslavie m'a poussée à vivre ma propre vie.* »

son, c'était obligatoire d'avoir 20 en sport, comme dans toutes les matières. Et puis, on se doit d'être apte physiquement qu'on soit de réserve ou d'active. » L'armée, justement, la rattrape. En 1996, devenue sergent, elle part en tant que réserviste opérationnelle dans le cadre de l'opération Salamandre (ex-Yougoslavie), démissionnant de son poste de juriste du jour au lendemain. Quatre mois durant, elle va prendre en charge les blessés, accidentés, réfugiés à Ploce, Mostar et Trogir.

À son retour, elle retrouve un poste de juriste d'entreprise, mais le cœur n'y est plus. « *Cette expérience a été une libération. J'étais trop proche de ma famille, j'avais grandi dans un cocon et cette mission m'a poussée à vivre ma propre vie* », analyse-t-elle. Elle passe alors le barreau, devient avocate dans un cabinet spécialisé en informatique. Elle ren-

neur de la République à Tarbes, elle sait qu'elle a trouvé sa voie : « *L'armée m'a appris la persévérance, ce qui m'a aidé à ne pas lâcher jusqu'à ce que je trouve ma vocation. Aujourd'hui, je m'épanouis comme magistrate, car j'ai cette responsabilité de ne pas faire défaut à la justice et à la société* », conclut-elle. Et pour que la tradition se perpétue, elle parle à sa fille de l'histoire familiale. « *Je ne veux pas l'écraser avec ça, mais je lui dis que s'il faut défendre son pays, elle devra le faire.* » À 52 ans, Marion de La Lande d'Olce semble avoir trouvé son équilibre. Entre deux permanences au tribunal, elle continue d'animer l'association des familles des Compagnons de la Libération qu'elle a cofondée et pratique le tennis, la marche, l'équitation et le golf. Un parcours extraordinaire pour une femme formidable. ■

Laetitia Perier



*« L'armée
m'a appris la
persévérance »,
analyse Marion de
La Lande d'Olice.*

O
L
O
E
T
B
O
R





R. OUPAPANTE@MARINE NATIONALE

1 – Améthyste

Un plongeur est hélitreuillé à partir du sous-marin nucléaire d'attaque *Améthyste*.

2 – Caesar

Présentation du pupitre de tir du canon Caesar par un sous-officier d'artillerie.

3 – Malaisie

Soldat malaisien en sueur lors d'une parade de l'armée de Terre, à Kuala Lumpur.

4 – Transall

À Abidjan, des mécaniciens du groupe de transport opérationnel reconditionnent un Transall entre deux missions.

5 – Inde-Russie

Des soldats russes de l'armée de Terre s'entraînent lors de l'exercice indo-russe Indra au Rajasthan, en Inde.

J.-R. DRAHI@SRPA/TERRRE



MOHD RASFAN@AFP IMAGEFORUM



R. NICOLAS-NELSON@ARMÉE DE L'AIR



©AFP IMAGEFORUM

**Philippe Errera, directeur de la Délégation aux affaires stratégiques
du ministère de la Défense**

Aider les Africains à assurer leur sécurité

La France souhaite accompagner ses partenaires africains pour une prise en charge autonome des crises qui secouent le continent. Cette volonté, qui a été réaffirmée les 6 et 7 décembre lors du sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique, passe par quatre actions principales.

Le sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique a réuni 54 chefs d'État et de gouvernement à Paris les 6 et 7 décembre, au lendemain du vote de la résolution 2127 du Conseil de sécurité des Nations unies donnant mandat à la France pour intervenir en soutien de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca). Une coïncidence de calendrier qui a donné une résonance particulière au volet « paix et sécurité » du sommet. Lors de sa visite au Sénégal en octobre 2012, le président de la République française François Hollande déclarait, à Dakar, que « *le futur de l'Afrique se bâtira par le renforcement de la capacité des Africains à gérer*

eux-mêmes les crises que traverse le continent ». C'est bien dans le cadre d'une action de sécurité collective africaine, au titre d'une résolution du Conseil de sécurité, que les armées françaises sont intervenues à deux reprises sur le continent africain cette année. Au-delà de ces deux actions, la France souhaite accompagner ses partenaires africains dans la prise en charge des menaces qui les visent, défendant par la même occasion nos intérêts de sécurité, français et européens. Le sommet de l'Élysée a permis de tracer, en accord avec nos partenaires africains, ainsi qu'avec les Nations unies, l'Union africaine et l'Union européenne, des pistes d'action.

Renforcer l'architecture de paix et de sécurité

Notre objectif est d'abord de renforcer l'architecture de paix et de sécurité en Afrique, en termes de moyens, de formation et d'exercices. Depuis 1997, le programme Recamp (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) a permis de constituer des parcs de matériels disponibles sur trois sites répartis sur le continent. Dès 2014, ce stock sera progressivement complété par des moyens de commandement (systèmes d'information et de communication) et de transport (homogénéisation du parc de véhicules). Les initiatives de mutualisation de capacités de transport aérien communes vont également être encouragées et coordonnées sous forme de prestations d'audits pour identifier les synergies possibles.

Le renforcement des capacités de nos partenaires africains passera également par un accroissement de notre coopération, tant structurelle qu'opérationnelle. Les pôles de coopération régionale, les exercices d'états-majors et de terrain pour parfaire la formation commune seront réorientés à cette fin.

Au sommet qui vient de se tenir à Paris, la France s'est engagée à soutenir les efforts de l'Union africaine pour parvenir à une pleine capacité opérationnelle de la Force africaine en attente et de sa capacité de déploiement rapide à l'horizon 2015. Plus largement, le président de la République a annoncé que la France formerait 20 000 soldats africains par an.



A.-F. CABURET © MARINE NATIONALE

Dans le cadre de la mission Corymbe dans le golfe de Guinée, des marins mauritaniens suivent une formation sur le bâtiment français *Sirocco*.

Intensifier la sécurité maritime de la façade ouest du continent

Le deuxième volet de notre action porte sur la sécurité maritime de la façade ouest du continent. Dans la droite ligne du sommet de Yaoundé de juin dernier, les chefs d'État se sont engagés à poursuivre leurs efforts de coopération des pays littoraux du golfe de Guinée en matière d'action de l'État en mer (partage d'informations, suivi de situation, etc.).

bien entendu pérennisée dans cette dynamique de partenariat en matière de sécurité maritime.

Attention prioritaire aux espaces frontaliers et à la sécurité des frontières

Comme l'ont souligné les chefs d'État et de gouvernement au sommet de l'Élysée, l'implantation de réseaux terroristes et criminels, ainsi que les trafics qu'ils nourrissent, constitue une menace pour la paix et la sécurité en Afrique et dans le

à la lutte antiterroriste grâce, entre autres, aux moyens de surveillance déployés.

Nécessité d'un dialogue interafricain

Enfin, à l'instar de ce qui se pratique dans d'autres régions du monde, la nécessité d'un dialogue interafricain sur les questions de sécurité trouve sa traduction dans l'initiative d'un rendez-vous annuel, dans un cadre international ouvert, associant responsables politiques, chercheurs,



Le sommet de l'Élysée qui s'est tenu début décembre a réuni 53 représentants de pays africains ainsi que ceux des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

Des exercices régionaux de sécurité maritime vont également être organisés pour développer l'interopérabilité des marines nationales. Un état-major d'entraînement projetable pour la préparation et la conduite de ces activités va être mis sur pied. La mission Corymbe maintient quant à elle de façon permanente, depuis plus de vingt ans, un dispositif dédié à la fois aux opérations et à la formation. Environ 25 000 marins africains en ont bénéficié. Cette mission est

monde. Nous nous sommes donc collectivement engagés à apporter une attention prioritaire à la question des espaces frontaliers et de la sécurité des frontières.

Dans ce cadre, ceux qui le souhaitent pourront bénéficier de l'appui français dans l'amélioration des coopérations transfrontalières. François Hollande a confirmé le maintien d'une force de 3 000 hommes environ dans cette zone saharo-sahélienne. Ce dispositif contribue notamment

entreprises... Le chef de l'État sénégalais, Macky Sall, a proposé d'accueillir à Dakar en 2014 une première édition du Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique. La France soutient pleinement cette initiative, qui ne pourra prendre toute son ampleur que par la contribution active des participants africains. Dès son édition 2014, ce forum permettra d'approfondir la réflexion sur les engagements pris lors du sommet de l'Élysée. ■

Steadfast Jazz

LA PARTITION FRANÇAISE

Exercice de certification de la Force de réaction rapide de l'Otan, Steadfast Jazz a réuni 6 000 militaires d'une vingtaine de pays, du 2 au 9 novembre, en Pologne et dans les pays baltes. À cette occasion, la France a démontré sa capacité à prendre le commandement de la composante terrestre de cette force en 2014.

En l'espace de quelques semaines, le vaste terrain du camp militaire polonais de Drawsko-Pomorskie s'est totalement transformé. Les longues étendues de verdure et de bitume ont accueilli près de 150 abris modulaires pour les postes de commandement ainsi que 1 500 m² de tentes destinés aux Polonais, Belges, Allemands, Estoniens, Espagnols, Italiens, Américains, Français... venus participer à Steadfast Jazz. Ce rendez-vous d'une ampleur inégalée depuis 2006 visait à certifier le

Commandement allié de forces interarmées de Brunssum qui dirigera en 2014 la *Nato Response Force* (NRF), la Force de réaction rapide de l'Otan, et à évaluer les différents commandements – Marine pour l'Italie, forces aériennes pour l'Allemagne et composante terrestre pour la France. Dès le 28 octobre, les différents postes de commandement se sont échauffés sans scénario précis, afin de tester l'interaction des unités et de leurs équipements, ainsi que les multiples procédures avant de lancer l'exercice quelques





En bas à gauche : avant le lancement de l'action, répétition générale sur carte au poste de commandement terrestre.

Ci-contre : situation de combat lors du Livex.



R. CONNAN@D/COD

jours plus tard. Basé sur un plan de défense collective d'un membre de l'Otan, Steadfast Jazz s'est joué sur deux volets : le premier concernait le *Joint Force Command*, le Commandement allié des forces interarmées, au sein duquel le QG du Corps de réaction rapide français (QG CRR-Fr) agissait. Le second volet, nommé Livex, mettait en œuvre les différents schémas émis par le QG et le service d'animation de l'exercice. Le scénario de base, baptisé Skolkan et développé par le *Nato Joint Warfare Centre* de Stavanger (Norvège), mettait en scène l'attaque militaire d'un membre de l'Otan par un pays ennemi, allié à deux autres États hostiles. L'intrusion de ces belligérants sur le territoire d'un pays membre de l'Alliance déclenchait alors une réaction de défense collective, en concordance avec les articles 4 et 5 (consultation et défense des membres) du Traité de l'Atlantique Nord.

Pays fictifs mais cartes réelles

Différents développements étaient ainsi tirés du contexte de base, provoquant l'intervention des forces otaniennes dans divers cadres. Afin d'être au plus près de la réalité, la cartographie utilisée était celles de pays existants. Toutefois, les noms d'États figurant sur les cartes étaient purement fictifs. L'entraînement a permis de prendre en compte les particularités des opérations modernes, nécessitant d'agir en partenariat avec les acteurs civils et dans une optique interarmées.

« En ce qui concerne la France, cet exercice avait pour but principal d'achever la préparation du quartier général dont j'ai le commandement avant sa prise d'alerte NRF en 2014 », précise le général de corps d'armée Éric Margail, commandant le quartier général du CRR-Fr, basé à Lille. Il s'agissait concrètement d'entraîner la composante terrestre de cette force de réaction rapide – et notamment son commandement – en la stimulant avec des scénarios très réalistes. « C'était également une occasion de parfaire conjointement nos techniques et notre interopérabilité. Chaque composante de la NRF doit être capable d'assumer un déploiement rapide (de 5 à 30 jours en fonction des spécialités) avec d'autres unités de la force. Cet entraînement a également permis de montrer l'implication et la détermination de la France à tenir ses engagements internationaux », poursuit le général Margail.

En outre, Steadfast Jazz offrait l'occasion, pour des unités particulières – comme le bataillon de défense NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique) dont le 2^e régiment de dragons sera le leader en 2014 – ou des experts de domaines précis tels que la cyberdéfense, de mettre en place des actions d'envergure pour appliquer dans des conditions réelles les techniques et savoir-faire propres à leurs spécialisations. Durant les huit jours de l'exercice, les unités françaises et étrangères ont ainsi eu à intervenir sur différentes mises en situation dignes des plus grosses opérations militaires de la dernière décennie. ■■■

R. CONNAN@D/COD

■■■ Le 7 novembre, un vaste exercice incluant les composantes terrestres et aériennes s'est tenu sur le camp d'entraînement polonais à l'occasion du *VIP day*. Une journée particulière à laquelle assistaient une cinquantaine de hautes autorités civiles et militaires parmi lesquelles le président polonais, le ministre de la Défense français et le secrétaire général de l'Otan, ainsi qu'une centaine de journalistes internationaux. Tous ont pu se rendre compte de l'ampleur de Steadfast Jazz 2013 et de la capacité opérationnelle des futures forces de la NRF après plus d'un an de préparation.

La dernière prise d'alerte NRF de la composante terrestre par la France remonte à 2008. Les forces de l'Alliance atlantique n'avaient alors pas eu à intervenir sur un théâtre d'opérations, hormis quelques déploiements préventifs lors d'événements majeurs. ■

Loïc Picard



Des hommes du 2^e régiment de dragons analysent un engin explosif improvisé d'apparence chimique.

R. CONNAN@D/COD

3 questions au
général de corps d'armée **Éric Margail**,
commandant du quartier général
du Corps de réaction rapide-France
(QG CRR-Fr)

Mon général, quel était le but de Steadfast Jazz ?

L'objectif de cet exercice était de valider le degré de préparation des forces désignées pour l'alerte NRF 2014 et de certifier leur aptitude à être déployées afin de fournir une réponse militaire rapide à trois situations principales : la défense collective des pays de l'Alliance, le rétablissement ou le maintien de la paix et l'intervention en cas de catastrophe naturelle. Il s'inscrit dans une série d'exercices nationaux et internationaux ayant eu lieu tout au long de l'année.

Quelles unités forment la composante terrestre que vous commandez dans le cadre de cette prise d'alerte NRF2014 ?

L'*Immediate Response Force* (IRF), placée sous la subordination du *Land Component Command*, armé par le QG CRR-Fr, est internationale. Des unités britanniques, croates, italiennes, turques, espagnoles, polonaises, roumaines, et bien sûr françaises, y participent aux côtés de pays alliés, dits « partenaires pour la paix », comme l'Ukraine. Le commandement de l'IRF sera assuré successivement par la 11^e brigade parachutiste, la 6^e brigade légère blindée et la 3^e brigade mécanisée. Si une alerte est déclenchée, les forces



R. CONNAN@D/COD

engagées dépendront alors de la volonté politique des États participants ainsi que des moyens nécessaires en fonction de la mission. Le commandement de la composante terrestre pourra ainsi diriger jusqu'à 60 000 militaires.

Comment maintenir un haut niveau d'interopérabilité entre les forces de l'Otan, alors que le mandat de l'Isaf, la force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan, se termine ?

Cette expérience afghane a permis aux forces d'améliorer significativement les acquis transversaux en termes d'interopérabilité, de communication, de renseignement... Après dix ans d'engagement en Afghanistan, il est essentiel de recentrer notre entraînement opérationnel pour maintenir et renforcer notre capacité à intervenir rapidement et efficacement dans des combats de haute intensité. Aujourd'hui, la plupart des opérations se font en coalition. Or s'engager ensemble nécessite d'être parfaitement apte à travailler conjointement. D'où l'importance de ces exercices de grande envergure qui permettent à l'Otan de maintenir un haut degré de capacité de projection et d'intervention.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Concertation

LE TEMPS DE LA RELÈVE

Acteurs reconnus du dialogue au sein des armées, les membres des sept conseils de la fonction militaire s'engagent pour améliorer la condition militaire. Début 2014, la moitié d'entre eux sera renouvelée et certains nouveaux participants seront ensuite élus au nouveau Conseil supérieur de la fonction militaire.

Le 30 janvier 2014, la moitié des membres des sept conseils de la fonction militaire (CFM) sera renouvelée par tirage au sort parmi les volontaires de chaque armée ou service pour un mandat de quatre ans. Puis, dans un second temps, ils éliront en leur sein les membres qui siégeront au Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM), l'instance interarmées dédiée à la concertation au niveau ministériel.

Devenir membre de l'instance de concertation de son armée et, au niveau ministériel, du CSFM, c'est devenir un acteur reconnu du dialogue interne des militaires et s'engager au bénéfice de la condition militaire. Au niveau de son armée ou de son service, le membre du CFM participe à l'évolution des conditions de vie, d'exercice du métier ou d'organisation du travail. Il y exprime ses attentes et celles de ses camarades en formulant des propositions et des observations à son chef d'état-major ou directeur. Élu membre du

CSFM, il exprime directement aux plus hautes autorités du ministère de la Défense et au ministre en personne son avis sur les questions de caractère plus général, relatives à la condition et au statut des militaires, et formule des propositions dans ces domaines.

Au plan pratique, une commission de contrôle, présidée par un conseiller d'État et composée du secrétaire général du CSFM, d'un membre du contrôle général des armées, d'un officier et d'un sous-officier désignés par le ministre de la Défense, veille à la régularité de l'ensemble des étapes du processus de renouvellement. Toute personne peut, le jour du tirage, faire partie du public. Les listes des candidats susceptibles d'être tirés au sort dans les CFM sont consultables pendant les trois jours précédant cette opération.

À l'exception des membres du contrôle général des armées, des officiers généraux et des militaires servant sous le statut du volontariat, tout militaire en activité peut se porter candidat pour devenir membre d'un CFM. En outre, pour siéger au CSFM, le ministre désigne six membres retraités appartenant aux associations de retraités les plus représentatives pour qu'ils donnent leurs points de vue sur les sujets de condition militaire et éclairent les plus jeunes. Sachant être à l'écoute de ses pairs et animé d'un esprit constructif, le membre ne pratique pas le dialogue comme une finalité mais comme un moyen de faire progresser la condition militaire, qui contribue de manière déterminante au moral des forces armées et, par conséquent, à sa cohésion et à son efficacité opérationnelle.

CSFM

Réunion des CFM le 17 octobre à l'École militaire, à Paris.



M. DENNIEL@ECPAD



MAÎTRE CAROLE DUTHEIL
base aéronavale d'Hyères
21 ans de service

Les travaux réalisés au CFM d'armée et au CSFM permettent d'améliorer réellement la condition militaire, mais c'est un travail de longue haleine. Les propositions du CSFM sont toujours entendues par le ministre et souvent retenues. Ce fut le cas de la revalorisation de la grille indiciaire catégorie B qui a ensuite bénéficié aux sous-officiers, de la campagne double pour l'Afghanistan, des nouvelles possibilités

d'utilisation des fonds de prévoyance et de l'ouverture des droits à pension dès deux ans de service pour les militaires s'engageant au 1^{er} janvier 2014, comme cela est appliqué dans la fonction publique.



LIEUTENANT-COLONEL GHISLAIN NORMAND
Écoles de Saint-Cyr
Coëtquidan
33 ans de service

J'avais déjà effectué un premier mandat de 2004 à 2008. Et, en 2010, j'ai souhaité me représenter. Élu par mes pairs, je me suis senti à la fois plus légitime et plus investi dans mes actions. Alors que je suis en fin de carrière, j'ai estimé qu'il relevait de ma mission d'apporter, par ce bénévolat, ma culture, mon expérience,

ma disponibilité, mon écoute et mon ouverture d'esprit afin de faire avancer le dialogue dans les armées et de contribuer à l'évolution de la condition militaire.



ADJUDANT-CHEF JÉSUS RODRIGUEZ
détaché à la direction centrale de la police judiciaire à Nanterre
34 ans de service

Être membre du CSFM permet de s'investir pour défendre ses convictions. J'attache une grande importance à la préservation de l'identité militaire. Le conseil est un outil efficace pour que jeunes et moins jeunes puissent s'épanouir professionnellement et personnellement dans un statut qui fait notre force. Sa richesse réside dans

cette incroyable proximité qui lie les membres venant de tous les horizons, de tous les grades et de toutes les armées. Des amitiés fortes se créent durant les sessions et elles ne s'arrêtent pas avec la fin du mandat de quatre ans.



CAPORAL-CHEF FABRICE MOYA
groupe de soutien de la base de défense de Paris-École militaire
18 ans de service

J'ai fait de mon mieux pour apporter ma modeste contribution lors de mon mandat. Pendant ces quatre années, j'ai porté l'avis des militaires du rang de l'armée de l'Air sur tous les sujets que nous avons traités dans notre CFM et au sein du CSFM. Le dialogue est une réalité, entre membres bien sûr, mais aussi avec

le ministre et les autorités. Tous les participants s'expriment librement, du 2^e classe au colonel, avec souvent des réflexions très justes venant des jeunes engagés. Je les invite d'ailleurs vraiment à se porter volontaire.

Devenir membre d'un conseil de la fonction militaire

La moitié des membres des CFM sera renouvelée par tirage au sort parmi les volontaires, pour un mandat de quatre ans, le 30 janvier prochain.

Cette candidature est ouverte à tout militaire en activité se trouvant à plus de quatre ans de sa limite d'âge ou de sa fin de contrat, n'ayant pas encouru de sanction disciplinaire du deuxième ou troisième groupe non amnistiée.

Pour faire acte de candidature, contactez avant le 10 janvier le secrétariat général du CFM de votre armée ou de votre direction.

Les membres siégeant au CSFM, instance interarmées dédiée à la concertation au niveau ministériel, sont élus parmi ceux des CFM.

Plus d'informations : www.defense.gouv.fr/csfm

LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE ET CITOYENNE

La réserve militaire est composée de femmes et d'hommes volontaires accomplissant des missions opérationnelles variées et qui exercent des responsabilités au même titre et dans les mêmes conditions que le personnel d'active. Ils matérialisent par leur engagement la participation effective des citoyens à la défense du pays.

RÉSERVE OPÉRATIONNELLE

Les réservistes opérationnels servent, selon leurs compétences et leur domaine de spécialité, en unités ou dans les états-majors, sur le territoire national et sur les théâtres extérieurs, et se voient confier **les mêmes missions** que les militaires d'active.



La gendarmerie représente la moitié des effectifs de la réserve militaire

RÉSERVE OPÉRATIONNELLE DE DISPONIBILITÉ



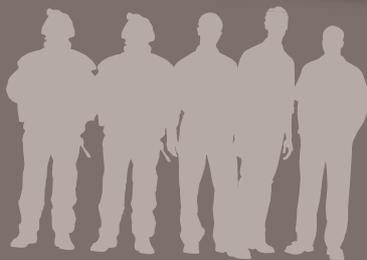
118 200

anciens militaires

Soumis à l'obligation de disponibilité pendant 5 ans

Interviennent en cas de crise grave sur le territoire national

RÉSERVE OPÉRATIONNELLE D'ENGAGEMENT (ROE)



56 300

sous engagement à servir dans la réserve

LA ROE EN CHIFFRES



320
personnes projetées en opex



POUR DEVENIR RÉSERVISTE OPÉRATIONNEL OU CITOYEN

Pour plus d'informations sur la réserve par armées et formations rattachées

Armée de Terre

www.defense.gouv.fr/terre/presentation/hommes-et-femmes/reservistes

Armée de l'Air

www.defense.gouv.fr/air/presentation/metiers/la-reserve-militaire/presentation

Marine nationale

www.defense.gouv.fr/marine/ressources-humaines/reserve

Service de santé des armées

www.defense.gouv.fr/sante/recrutement/reservistes-sante

Gendarmerie nationale

www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/fre/Sites/Gendarmerie/Presentation/Reserve-gendarmerie

Réserve citoyenne cyberdéfense

www.defense.gouv.fr/reserves/presentation/cyberdefense/le-reseau-de-la-reserve-citoyenne-cyberdefense



Centre d'information et de recrutement des forces armées (Cirfa) le plus proche de chez vous

www.recrutement.terre.defense.gouv.fr/ou-nous-rencontrer

CONDITIONS POUR ÊTRE RÉSERVISTE

- ✓ être volontaire
- ✓ être de nationalité française
- ✓ être âgé de 17 ans au moins
- ✓ avoir satisfait aux obligations de recensement et de participation à la Journée défense et citoyenneté
- ✓ ne pas avoir été condamné soit à la perte de ses droits civiques ou à l'interdiction d'exercer un emploi public, soit à une peine criminelle, soit à la destitution ou à la perte du grade dans les conditions prévues par le code de justice militaire
- ✓ posséder l'ensemble des aptitudes requises, notamment physiques



RÉSERVE CITOYENNE

Les réservistes citoyens ont pour mission principale de contribuer à la diffusion de l'esprit de défense et au renforcement du lien armée-nation. Ils sont notamment employés dans le cadre d'actions de communication et de relations publiques favorisant l'esprit de défense, la contribution au devoir de mémoire et l'aide au recrutement.



3000
personnes



20,6 jours
en moyenne
de durée
d'activité

1,16
million
de jours
en termes
d'activité

LA CYBERDÉFENSE

un nouveau débouché pour la réserve

Identifiée par le Livre blanc 2013 comme une nouvelle donne stratégique, la cyberdéfense a créé son propre réseau de réserve citoyenne. Celui-ci rassemble des professionnels et des étudiants en fin d'études ou s'intéressant de près au domaine de la cybersécurité et de la cyberdéfense, et vise à sensibiliser, expliquer, débattre, proposer, organiser et susciter des événements contribuant à faire de la cyberdéfense une priorité nationale.

LES ACTEURS DE LA RÉSERVE



Le Conseil supérieur de la réserve militaire

Organisme de réflexion
et de proposition auprès
du cabinet du ministre

Émet des avis et des
recommandations dans
le domaine de la politique
des réserves



La Délégation interarmées des réserves

Compétente dans le
domaine de l'emploi
de la réserve militaire
à l'État-Major des armées

Cybersécurité

PARTAGE DE RECHERCHES

Enjeu majeur pour la Défense comme pour le monde civil, le cyberspace reste un domaine vaste, complexe et coûteux à étudier. Pour être performants, tous les acteurs du secteur – publics et privés, académiques et industriels – doivent intensifier la mise en commun de leurs ressources et établir des partenariats.

Conformément aux préconisations du dernier Livre blanc, le ministère de la Défense a lancé un plan de montée en puissance de la cyberdéfense. « *Celui-ci repose notamment sur un fort accroissement des moyens financiers consacrés au développement d'une base industrielle et technologique de défense en cybersécurité*, souligne Guillaume Poupard, ingénieur en chef de l'armement et responsable du pôle sécurité des systèmes d'information à la Direction générale de l'armement (DGA). *Les moyens consacrés aux études réalisées en amont pour ce domaine vont être triplés pour atteindre 30 millions d'euros par an au cours de la nouvelle loi de programmation militaire.* » Afin d'optimiser ces recherches, les acteurs étatiques, universitaires et industriels doivent échanger. Un premier symposium académique national de recherche en cyberdéfense a ainsi été organisé le 18 septembre dernier à l'École militaire, sous l'impulsion de la réserve citoyenne cyberdéfense, afin de réunir les chercheurs et d'évoquer les travaux en cours.

À l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), si les études portent sur tous les aspects de la sécurité des systèmes informatiques et de la cyberdéfense, l'accompagnement des projets « sécurité numérique » du programme « investissements d'avenir » et le pilotage du plan « cybersécurité » de la « nouvelle France industrielle » sont mis en avant. De manière coordonnée, la DGA approfondit la recherche selon cinq axes : cryptographie,

méthodes formelles, sécurité des systèmes d'exploitation et des réseaux, électronique sécurisée et logiciels embarqués, analyse et manipulation de codes logiciels.

Recherche académique et industrielle

Écoles et universités ne sont pas en reste. Pour exemple, le laboratoire des systèmes de sécurité de l'Épita, école d'ingénieurs en informatique, développe des outils d'analyse pour agir au sein des espaces numériques. Les sciences humaines se sont également penchées sur le sujet. Ainsi la chaire Castex de cyberstratégie a été créée en 2011 par le fonds de dotation de l'Institut des hautes études de défense nationale en partenariat avec Cassidian, division d'EADS spécialisée dans les systèmes de sécurité. Cette entité travaille sur une cartographie permettant d'analyser les risques liés au cyberspace d'un point de vue géopolitique et économique. « *Il s'agit d'un outil d'aide à la décision stratégique pour le ministère de la Défense*, remarque Frédéric Douzet, titulaire de la chaire. *Ce travail intéresse également les industriels, car il permet par exemple d'évaluer les risques d'implantation d'une usine.* »

Enfin, les équipes industrielles de R & D (recherche et développement) « *adaptent principalement les techniques de protection existantes sur de nouvelles technologies comme les systèmes d'arme et certains automates industriels* », explique Philippe Leroy, directeur en charge du développe-

R. CONNAN@DICOD





La prolifération des attaques contre les systèmes d'information exige une riposte concertée.

En bas : intervention de Davis E. Sanger, journaliste au *New York Times*, lors d'une séance de la chaire Castex, spécialisée en cyberstratégie. À sa droite, Frédéric Douzet, titulaire de la chaire.



©CERCLE DES PARTENAIRES DE L'IHEDN

ment de l'offre de solution de sécurité au sein de Thales communication sécurité France.

Loin d'être concurrents, ces acteurs se complètent. « Dans un contexte où il est urgent de développer des solutions efficaces de cybersécurité, la mise en commun des problématiques et des moyens est indispensable », assure Guillaume Poupard. « Les industriels comptent peu de chercheurs en sécurité informatique. Les capacités de recherche sont donc limitées et nécessitent de s'associer à d'autres acteurs », complète le responsable de la sécurité d'un opérateur dont les systèmes d'information sont sensibles pour la sécurité nationale. Les éclairages des uns nourrissent les recherches des autres. « L'Anssi et les équipes du ministère de la Défense possèdent des sources d'information et des compétences techniques dont nous avons besoin pour éla-

borer nos travaux », note Frédéric Douzet. Pour Marwan Burelle, coresponsable du laboratoire des systèmes de sécurité de l'Épita, « les problèmes techniques sont les mêmes pour tous. On doit donc travailler ensemble sur les outils de protection pour les rendre plus performants ».

Nécessaire interdisciplinarité

L'un des défis consiste à décroiser les recherches scientifiques menées dans plusieurs disciplines et celles conduites en sciences humaines. « Le côté interdisciplinaire très marqué représente l'une des difficultés du domaine cyber qui est fondamentalement transverse », remarque Guillaume Poupard. Christian Daviot, chargé de mission stratégie à l'Anssi, commente : « L'agence intervient dans des infrastructures françaises situées à l'étranger, estimant qu'il s'agit de notre territoire dans le cyberspace. Mais est-ce vraiment le cas ? Les géographes devront nous aider à y répondre. Pour le faire, ils doivent s'imprégner d'un peu de technique. »

Le symposium de septembre n'était qu'une étape vers la mutualisation de la recherche en cybersécurité. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale paru en avril souligne que certaines capacités cybernétiques relèvent de la souveraineté nationale. Seul un secteur de recherche performant car interdisciplinaire permettra à la France d'atteindre la souveraineté numérique. ■

Nelly Moussu

Réforme du SSA

OBJECTIF 2020

Tout en conservant sa mission fondamentale, le soutien opérationnel des forces, le SSA doit évoluer, notamment pour répondre aux contraintes budgétaires. La refonte d'ampleur, dont le projet vient d'être dévoilé, se déroulera progressivement et dans un esprit de concertation avec tous les acteurs concernés.

Le 25 novembre, le Service de santé des armées (SSA) a présenté à 400 membres de son personnel réunis à l'École militaire la réforme qui le concerne, projet baptisé « SSA 2020 ». Induite par le Livre blanc, elle vise à améliorer la performance, tant technique qu'économique.

« Le projet repose sur cinq principes majeurs : la concentration sur la mission opérationnelle, associée à la densification des moyens ; l'ouverture au service public de santé ; les coopérations internationales ; la promotion du Service dans

le champ interministériel ; enfin la simplification de la gouvernance et de l'organisation », a déclaré le médecin général des armées Jean-Marc Debonne, directeur central du SSA.

Le cœur de métier du SSA demeure le soutien opérationnel des forces. Le service porte son effort sur les unités médicales opérationnelles de *role 1* (niveau tactique) et *role 2* (niveau opératif) en accroissant la contribution de sa réserve opérationnelle. De même, il poursuit sa capacité à soutenir de petits détachements isolés pour répondre aux impératifs des forces spéciales. L'aide médicale aux populations



Évacuation médicale de soldats blessés en Afghanistan.

est réaffirmée, car elle tient une place particulière dans les actions civilo-militaires. Les participations multinationales réalisées en coalition, notamment européenne et otanienne, seront toujours au cœur des préparations opérationnelles. Par ailleurs, en matière de ravitaillement sanitaire (matériel médical et médicaments), le SSA demeurera un acteur interministériel et renforcera sa place en milieu international. La médecine des forces verra ses centres médicaux des armées dits de nouvelle génération (CMA NG) acquérir un niveau de responsabilité accru. Dans cette évolution, le maintien de la proximité des forces constitue une dimension essentielle. Concentrés sur leurs missions opérationnelles, ces centres donnent la priorité à la pratique des soins de médecine générale et d'urgence. Des contraintes fortes pèsent sur les centres médicaux des armées en termes d'équipement et d'infrastructure. Pour y faire face, une enveloppe de 61 millions d'euros sera consacrée aux CMA sur la période 2014-2019 (10 millions d'euros annuels au lieu de 5 jusqu'à présent).

Contribution au service public réaffirmée

Le maintien des neuf hôpitaux des armées est garanti par le projet. « *Ils nous sont d'autant plus précieux qu'ils incarnent depuis longtemps déjà la dynamique d'ouverture au service public de santé, que nous voulons renforcer,* a affirmé le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, en conclusion de cette présentation. *C'est à la fois une nécessité pour diminuer les coûts de possession, pour maintenir les compétences techniques de nos personnels, et c'est une chance aussi de collaborer avec les équipes du meilleur niveau comme de voir d'autres patients bénéficier de nos hôpitaux.* » La médecine hospitalière adaptera son offre de soins de manière à répondre à la mission opérationnelle et à mieux s'insérer dans son environnement santé local, en maintenant les hôpitaux militaires ouverts au service public.

La formation centrera son dispositif sur le volet opérationnel. Le projet prévoit d'ici 2016 de transférer la formation du personnel paramédical à l'École de santé des armées de Lyon-Bron. Cette dernière assure déjà celle des six premières années des médecins et des pharmaciens des armées. L'École du Val-de-Grâce conserve la formation des internes des hôpitaux des armées (3^e cycle), la formation



J.-J. CHATARD@COD

Prise en charge d'un blessé par balles dans un poste médical avancé, ou *role 1*, en Afghanistan. Il sera très vite évacué sur l'hôpital de Kaboul.

spécifique des milieux (Terre, Air, Marine) et la formation médicale continue. « *Tout personnel qui exercera au SSA doit pouvoir développer ses compétences,* a souhaité le médecin général des armées Jean-Marc Debonne. *Nous devons adopter les nouveaux métiers de la santé aux problématiques du SSA. La transmission du savoir et des valeurs est tout d'abord un devoir. Nous favoriserons l'accès du personnel paramédical au doctorat et au professorat.* »

L'évolution de la gouvernance répond principalement à un souci de cohérence et de clarté. La simplification des circuits de décision et la délégation favoriseront l'adaptabilité au contexte local.

La conduite de ce projet reposera sur le respect de l'identité du service en s'appuyant sur ses valeurs, sans perdre de vue sa raison d'être qui est le soutien des forces en général et la mise en œuvre d'une chaîne santé opérationnelle en particulier. S'il requiert l'appropriation immédiate par le personnel, un projet d'une telle ampleur doit se réaliser progressivement, dans une approche globale visant le meilleur équilibre des différentes composantes du service, en respectant le personnel qui s'y investit au quotidien. L'État-Major des armées et les armées seront étroitement associés à la mise en œuvre de cette réforme. Il en sera de même des acteurs de la santé publique et des autres ministères. « *Un véritable travail de concertation est nécessaire et ce projet SSA 2020 fera l'objet d'une communication transparente,* insiste le directeur central du SSA. *Nos ambitions sont pertinentes et réalistes, elles répondent à un véritable besoin. Rendez-vous dans un an pour un premier travail de synthèse.* »

Philippe Dupas

HANDICAP

INTÉGRER TOUJOUR

Informé sur le handicap, valoriser le travail des personnes concernées, accompagner par un tutorat, favoriser l'accessibilité ainsi que la réalisation personnelle. Le plan handicap 2013-2015 du ministère de la Défense, présenté cet été, se décline en cinq parties. Ses objectifs : porter un autre regard sur le handicap et faire évoluer les mentalités.

Les administrations publiques et les entreprises privées doivent réserver 6 % de bénéficiaires à l'obligation d'emploi. Avec un taux de 6,19 %, le ministère de la Défense a pris ses responsabilités en la matière. Notamment car il mène depuis cinq ans une campagne énergique pour que cet objectif soit atteint et même dépassé. Il maintient par ailleurs ses efforts en matière de recrutement, de formation, d'information et d'accompagnement de ces personnes.

Un troisième plan handicap avait été lancé en 2009 pour sensibiliser la communauté Défense à ce sujet. Le succès qu'il a remporté a encouragé les différents acteurs à poursuivre avec un plan 2013-2015, présenté par la direction des ressources humaines du ministère cet été. Il fait l'objet d'un livret très pédagogique, téléchargeable sur le site du Secrétariat

général pour l'administration, et est également disponible en version audio. Sa particularité réside dans le fait qu'il a été élaboré d'après les résultats d'une étude portant sur les représentations sociales du handicap au travail au sein du ministère de la Défense.

Articulé en cinq parties, le fascicule aborde dans un premier temps l'information autour du handicap. « *Le regard que nous portons est bien trop souvent conditionné. Nous devons parler simplement du handicap* », analyse Anne-Marie Le Verche, la déléguée nationale handicap au ministère de la Défense. L'accent est également mis sur la sensibilisation des personnes aux handicaps invisibles, comme la sclérose en plaques, l'épilepsie, ou le diabète, qui peuvent générer de nombreuses incompréhensions de la part de leurs collègues. « *Souvent, ces personnes refusent de se faire reconnaître comme handicapées. On leur recommande malgré tout de prévenir leur employeur. Les équipes réagissent mieux quand elles sont au courant* », précise Anne-Marie Le Verche. Deuxième point mis en avant : la nécessité de valoriser le travail des personnes concernées, le travail étant la norme d'intégration prédominante de la société. « *Je suis entré au ministère de la Défense par le biais d'un concours il y a vingt-six ans*, explique Yves, hémiplegique à la suite d'un accident vasculaire cérébral. *Les gens ont parfois peur du handicap, ils peuvent se sentir mal à l'aise, ce qui peut générer des malaises ou de l'incompréhension. J'attends seulement qu'on accorde à mon travail la même considération professionnelle qu'à celui de toute autre personne.* »

L'accompagnement est le troisième point développé. « *Nous aimerions accentuer la sensibilisation des équipes qui accueillent les personnes en situation de handicap* », précise la déléguée nationale. Dans cette perspective, le plan encourage le tutorat. Des stages d'accompagnement organisés par des organismes spécialisés sont financés par la délégation nationale Handicap, rattachée à la Direction des ressources



S MIEUX

humaines du ministère. Ils contribuent à faire favorablement évoluer les relations avec les personnes handicapées.

Autre sujet traité, l'accessibilité. Celle-ci ne doit pas se cantonner à l'adaptation des locaux de travail aux personnes à mobilité réduite, mais offrir d'autres aménagements : accession à l'information électronique lorsqu'on est malvoyant, aux communications téléphoniques pour les malentendants, à une formation ou un examen adapté lorsqu'on souhaite évoluer professionnellement. Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique permet de financer ces projets. Un recensement des personnes sourdes a été effectué en vue de leur proposer une télé-

phonie adaptée. Ce service de transcription instantanée de la parole et de visio-interprétation de la langue des signes à distance permet aux malentendants de téléphoner, d'être appelés, et de participer aux réunions.

Enfin sont abordées l'importance de la réalisation personnelle et la nécessité pour les personnes handicapées d'être moteur de leurs ambitions. Elles doivent se donner les moyens de progresser sur le plan professionnel en étant acteur de leur plan de carrière.

La prise en compte du handicap est l'affaire de chacun d'entre nous, le plan handicap 2013-2015 est là pour le rappeler. ■

Carine Bobbera



Page de gauche : l'une des illustrations du livret édité pour le nouveau plan handicap. Ci-dessus : adjointe administrative du ministère de la Défense travaillant avec un assistant personnel en braille.

2013

De l'Adrar des Ifoghas malien aux camps de réfugiés syriens en Jordanie, de la livraison de l'Atlas aux orientations stratégiques du Livre blanc... pour les plus hautes autorités comme pour les plus jeunes soldats, l'année 2013 a été riche. C'est en pensant aux hommes et aux femmes de la Défense, civils et militaires, que la rédaction vous propose de relire cette année dans ses principaux événements. L'histoire des armées s'écrit en opérations, dans les couloirs des institutions politiques, sur les bureaux des ingénieurs et au sein même de la nation.

Dossier réalisé par Flora Cantin, Samantha Lille,
Paul Hessenbruch et Camille Martin

A. ROINÉ@MAECPAD - R. CONNAN@DICOD - P. SEGRETTE@PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE - J.-J. CHATARD@DICOD

OPÉRATIONS



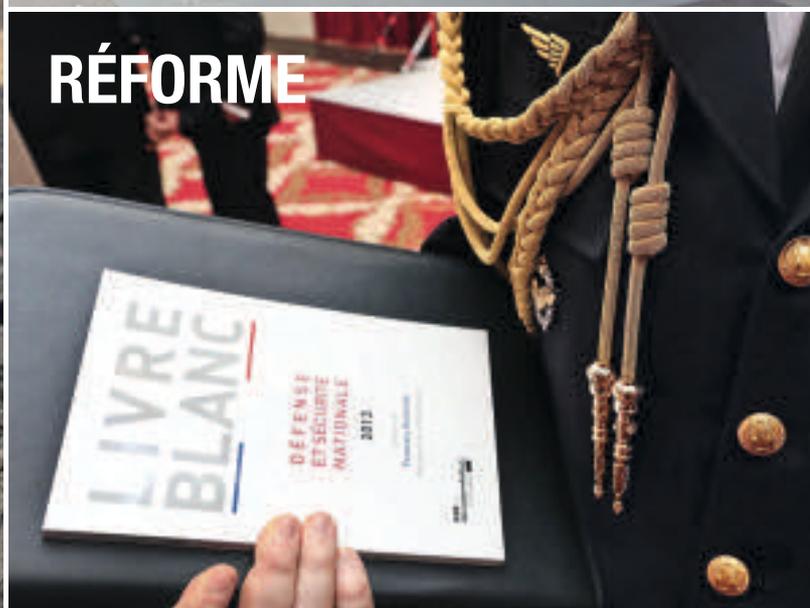
LA RÉTRO

ARMÉE-NATION





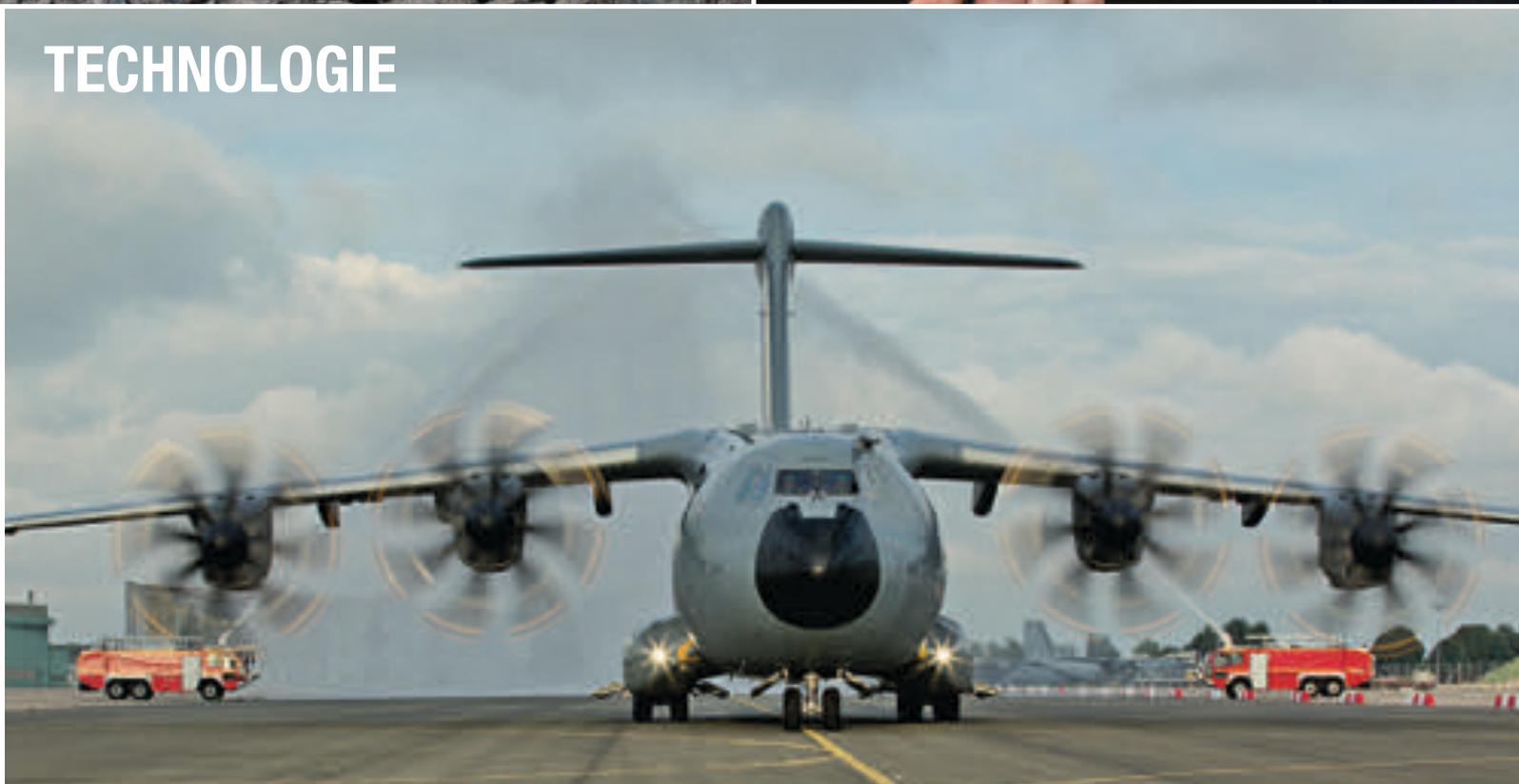
VIE DE LA DÉFENSE



RÉFORME

SPECTIVE

TECHNOLOGIE





Hommage aux neuf morts pour la France

Cette année, sept militaires français ont trouvé la mort au cours de l'opération Serval au Mali. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, leur a rendu hommage lors de l'éloge funèbre prononcé aux obsèques nationales du sergent Stéphane Duval, à Bayonne, le 7 mai. Extrait : « *Par votre action, nous avons fait changer la peur de camp. Et ce sont ces mêmes qualités qui continuent d'inspirer l'engagement de vos camarades, qui sont déterminés à mener à bien la dernière mission dans laquelle vous vous êtes illustrés. Vous entrez aujourd'hui dans le cœur des Français, qui sont fiers de leurs soldats, fiers de ce qu'ils ont déjà accompli au Mali et qui sont déterminés à mener à son terme le combat que nous avons engagé contre les groupes terroristes qui voulaient nous menacer. Ce combat est à jamais le vôtre.* » Deux soldats ont également trouvé la mort au quatrième jour de l'opération Sangaris en République centrafricaine.

IN MEMORIAM

- Chef de bataillon Damien Boiteux, du 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales, mort le 11 janvier
- Adjudant Harold Vormezele, du 2^e régiment étranger de parachutistes, mort le 19 février
- Caporal-chef Cédric Charenton, du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes, mort le 2 mars
- Maréchal des logis Wilfried Pingaud, du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique, mort le 6 mars
- Caporal-chef Alexandre Van Dooren, du 1^{er} régiment d'infanterie de marine, mort le 16 mars
- Sergent Stéphane Duval, du 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine, mort le 29 avril
- Maréchal des logis Marc Martin-Vallet, du 515^e régiment du train, mort le 30 juillet
- Caporal Antoine Le Quinio et caporal Nicolas Vokaer, du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine, morts le 10 décembre

R. PELLEGRINO@ECPAD

FÉVRIER-MARS

Gulf Falcon consacre la coopération franco-qatarienne

Pendant trois semaines, l'exercice Gulf Falcon a réuni au Qatar des éléments militaires français et qatariens dans le cadre d'un cycle quadriennal d'entraînement. L'état-major de force n° 3, le *Joint Force Air Component Command* et la FRMARFOR armaient le PC de niveau opératif avec leurs équivalents qatariens. Au niveau tactique, les trois armées de la péninsule ont travaillé aux côtés de 1300 Français. L'armée de Terre a notamment mis en œuvre des chars Leclerc, des VBCI et des Caesar, tandis que la Marine a engagé la frégate de défense aérienne *Chevalier Paul*. L'armée de l'Air disposait, elle, de trois Rafale, de trois Mirage 2000-5 et d'un Puma.



J.-J. CHATAIRD@ICOD

MARS

L'armée intervient en Normandie dans le cadre du « plan neige »

Début mars, le nord du Cotentin a connu de vives intempéries neigeuses qui ont conduit le préfet de région à déclencher le « plan neige ». Dans ce cadre, 120 militaires – marins-pompiers et fusiliers marins de Cherbourg ainsi que sapeurs-sauveteurs de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 1 de Nogent-le-Rotrou – ont porté secours à la population, les approvisionnant en nourriture, en eau et en couchages. De son côté, le 6^e régiment du génie d'Angers, grâce à ses bulldozers et tractopelles, a notamment contribué à dégager les axes routiers, permettant aux techniciens d'ERDF de rétablir les lignes électriques.



J.-B. TABONE@ARMÉE DE TERRE

JUIN

Exercice de protection du territoire dans la zone de défense sud-est

Du 10 au 14 juin, la chaîne de l'organisation territoriale interarmées de défense a conduit un important exercice dans la région Rhône-Alpes, qui appartient à la zone de défense sud-est. Baptisé Mesos-Arsenia, cet entraînement visait à mettre en œuvre toute la chaîne de défense, du centre de planification et de conduite des opérations aux délégués militaires de département en passant par l'officier général de défense de la région. En tout, 2000 personnes, parmi lesquels 300 Européens et une centaine de militaires, ont évalué les procédures d'alerte et les capacités à mettre en œuvre dans un scénario de crise terroriste majeure au sein de l'Union européenne. La coordination des moyens interministériels (Défense, Intérieur, Santé, etc.) a été éprouvée, répondant aux impératifs de la fonction stratégique que « protection du territoire » décrite dans le Livre blanc.



A. THOMAS-TROPHIME@SIRPA TERRE LYON



J.-R. DRAHIM@ARMÉE DE TERRE

JUILLET

Un format de 500 militaires en Afghanistan

Il y a un an, les forces participant directement aux actions de combat en Afghanistan retrouvaient le territoire français. Le désengagement logistique du matériel s'est poursuivi jusqu'à la fin juillet. Cette manœuvre, qui impliquait de rapatrier plus de 1600 conteneurs et 1100 véhicules, a été réalisée par voie aérienne, maritime et terrestre. Le 1^{er} juillet, les derniers militaires de la compagnie de protection du camp de Warehouse ont quitté le pays. Depuis cet été, 500 militaires sont chargés de poursuivre l'engagement français jusqu'à la fin de la mission de la Force internationale d'assistance et de sécurité en 2014, notamment à travers le commandement de l'aéroport international de Kaboul, le fonctionnement de l'hôpital médico-chirurgical et des missions de formation au profit de l'armée nationale afghane.

AVRIL-SEPTEMBRE

Quatrième mission Baltic pour l'armée de l'Air

La France, sous mandat de l'Otan, a assuré pour la quatrième fois la mission d'assistance et de police du ciel de l'espace aérien de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. Du 30 avril au 3 septembre, 4 Mirage F1 CR de l'escadron de reconnaissance 2/33 Savoie ont donc assuré, depuis la base de Siauliai (Lituanie), une alerte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le détachement français a ainsi effectué une quinzaine de missions d'identification parmi plus de 500 vols de surveillance ou d'exercice. En tout, près de 170 militaires ont été mobilisés pour assurer les quelque 815 heures de vol de la mission Baltic 2013. Les aviateurs belges, sous le commandement du major Kris Hulpiau, ont pris la relève de leurs homologues français.



J.-J. CHATARD@DICO



SEPTEMBRE

Mise en place amphibie de soldats français au Liban

Le contingent de l'opération Daman, nom du détachement français au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), a été mis en place par voie amphibie. Près de 600 militaires, majoritairement du régiment d'infanterie chars de marine et du 92^e régiment d'infanterie, ont été transportés par le BPC *Tonnerre* entre Toulon et les côtes libanaises avant de rejoindre Naqoura à bord d'un engin de débarquement rapide et de deux chalands de transport de matériel. Des soldats autrichiens et sri lankais de la Finul ainsi que du personnel des forces armées libanaises encadraient l'opération.



OCTOBRE

Joint Warrior renforce la coopération franco-britannique

Exercice interallié et interarmées, Joint Warrior s'est tenu dans le nord du Royaume-Uni du 7 au 17 octobre. Il constituait un jalon dans la validation de la composante aérienne d'une force expéditionnaire de circonstance franco-britannique, dont la capacité doit être opérationnelle en 2016. Huit Mirage 2000, un ravitailleur C-135, un Puma, un Lynx, un Atlantique 2 et une frégate anti-sous-marin ont été déployés côté français. Une cellule de commandement et de contrôle conjointe a été mise en œuvre et les systèmes de transmissions français et britanniques ont montré leur capacité à travailler de concert. En tout, 80 sorties et 200 heures de vol ont été menées en interallié, offrant aux pilotes des deux pays de travailler ensemble sur des scénarios réalistes, dans un environnement très proche des conditions opérationnelles. Au niveau tactique et opératif, Joint Warrior a permis de consolider l'interopérabilité des structures et des moyens de part et d'autre de la Manche.



S. GHESQUIERE@FAA

OCTOBRE

La Marine réalise une importante saisie de cocaïne aux Antilles

Sur instruction du procureur de la République de Fort-de-France et sous l'autorité du préfet de région, la frégate de surveillance *Germinal* a intercepté un voilier suspect à 1 400 kilomètres des côtes martiniquaises le 10 octobre. Des renseignements provenant des services de police et des douanes françaises, britanniques et vénézuéliennes désignaient ce plaisancier comme susceptible de transporter des stupéfiants. Selon une procédure opérationnelle et judiciaire bien rodée, les commandos marine embarqués sur la frégate ont investi le navire et découvert 70 kilos de cocaïne. L'équipage a été transféré à bord du *Germinal* et remis au personnel de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants et le voilier reconduit à Fort-de-France. Une perquisition plus approfondie menée à quai avec la direction régionale des gardes-côtes a permis de mettre au jour 230 kilos supplémentaires de drogue. Depuis janvier, les bâtiments de la force navale des Antilles ont concouru à la saisie de 1,2 tonne de cocaïne.



S. LAPARGUE@ECPAD

NOVEMBRE

Fin de l'opération Tamour en Jordanie

Déclenchée en août 2012, la mission médicale menée en Jordanie a pris fin le 16 novembre. Déployés sur le camp de Za'taari, à la frontière avec la Syrie, une antenne médicale et un groupe chirurgical ont offert une aide d'urgence aux réfugiés de la crise syrienne. Les équipes françaises ont travaillé en étroite collaboration avec l'État jordanien et des structures non gouvernementales internationales. Le flux des blessés graves s'étant tari, la mission s'était recentrée sur le soutien médical depuis mars dernier, réalisant essentiellement des consultations. La mobilisation de la communauté internationale a rendu au fil des mois l'activité du détachement marginale. En un an et demi, 350 interventions chirurgicales et 15 000 consultations ont été conduites.

Un an d'opération Serval au Mali

Au terme de six mois d'opération, le niveau sécuritaire atteint dans l'ensemble du Mali a permis l'organisation d'élections nationales, répondant ainsi à l'objectif initial de retour à l'État de droit. Les nombreuses opérations menées de manière conjointe avec les forces armées maliennes ou en coordination avec les forces africaines de la Misma, la mission internationale de soutien au Mali, puis de la Minusma, la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, ont permis de neutraliser plusieurs centaines de terroristes et d'affaiblir leur potentiel logistique en les privant de ressources essentielles.

PHASE 0

0

Coup d'arrêt

(ligne Diabali-Sévaré)

11 janvier : Intervention des forces spéciales au sud de Konna

13 janvier : frappes aériennes sur la ligne Konna-Sévaré

Arrivée du GTIA1 en provenance du dispositif Épervier

PHASE 1

1

Conquête boucle du Niger

(ligne Tombouctou-Gao)

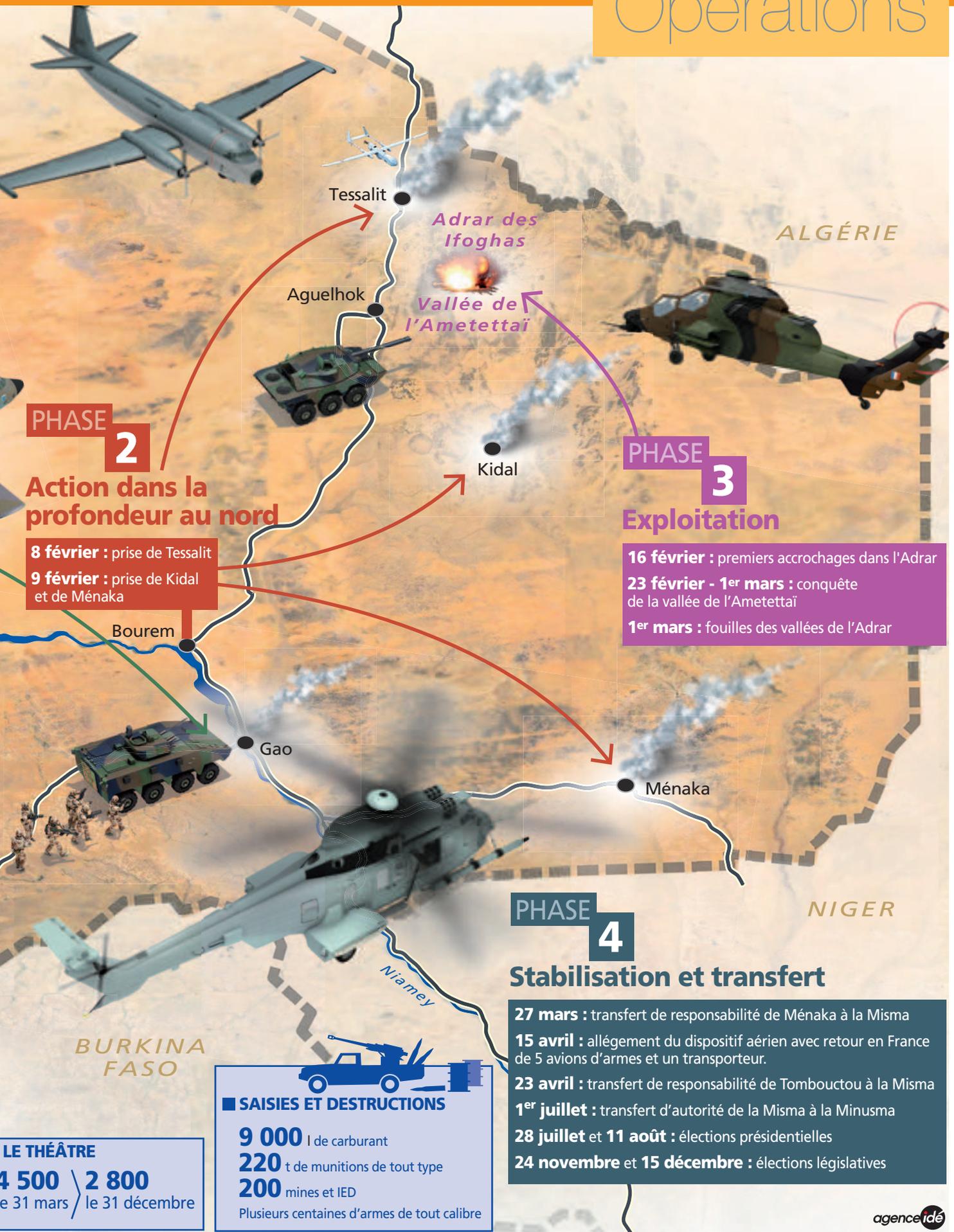
25 janvier : reprise de Gao

27-28 janvier : saisie de Tombouctou par OAP et offensive aéroterrestre



■ **4 700 SORTIES AÉRIENNES**
 dont
 ■ **1 600** d'appuis feux au sol
 ■ **1 300** de soutien (ravitaillement et renseignement)
 ■ **1 800** de transport de troupes et de matériel

■ **EFFECTIFS DÉPLOYÉS SUR**
3 500 le 31 janvier
 trois semaines après le déclenchement de l'opération



JUILLET

Mise en place du numéro spécial Écoute Défense

Lancé le 21 janvier à la demande du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, le numéro spécial Écoute Défense répond au besoin de soutien et d'information des militaires exposés à des situations de stress et de traumatisme psychique au cours de leur mission. En composant le 08 08 800 321, il est ainsi possible de joindre des psychologues du Service de santé des armées (SSA), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ces derniers écoutent, conseillent et orientent dans le plus strict anonymat. Ce numéro gratuit a été créé pour simplifier l'accès des militaires et de leur famille aux structures d'écoute psychologique et pour lever les résistances individuelles à parler des difficultés rencontrées de retour d'opération.



R. CONNAN@DICO



J.-J. CHATARD@DICO

JUIN

La Défense à l'honneur au salon du Bourget

Près de 315 000 visiteurs, 98 délégations étrangères, des autorités politiques et militaires de premier rang... la 50^e édition du Salon international de l'aéronautique et de l'espace Paris Le Bourget a réuni, du 17 au 23 juin, les passionnés de l'industrie aéronautique et spatiale. Une centaine de personnes des armées et de la Direction générale de l'armement ont animé le stand Défense pour présenter les performances des équipements militaires français, avec la volonté de souligner la complémentarité et la cohérence interarmées et interalliée. Rafale, Mirage 2000 D, Tigre, NH90 Caïman TTH... le célèbre rendez-vous du Bourget a une nouvelle fois offert la possibilité aux professionnels et aux amateurs de découvrir de nombreux types d'appareils. Cette année, l'avion de transport militaire Airbus A400M, à la pointe de la technologie et sans équivalent sur le marché mondial, a été mis à l'honneur dans de nombreuses présentations. Le public a également pu apprécier les shows aériens de la Patrouille de France et de l'équipe de voltige de l'armée de l'Air.

MAI

La première Journée du marin fait un tabac

Le 22 mai, les marins civils, militaires et réservistes de toutes les unités étaient mis à l'honneur avec la première édition de la Journée du marin. Cette initiative ambitieuse a connu un franc succès en métropole comme en outre-mer. Activités de cohésion pour les équipages en mer, challenges sportifs à Lorient, cérémonies militaires et remises de décorations à Brest et à Toulon, la Journée du marin a permis de développer un sentiment d'appartenance unique au sein de la famille de la Marine nationale. Cet événement également ouvert au public a permis de resserrer le lien armée-nation déjà très fort au sein de la Marine.



T. VINDEGEL@MARINE NATIONALE

MAI

Les 50 ans de l'École nationale des sous-officiers d'active

« Bien plus qu'une école », tel est le slogan du cinquantième anniversaire de l'École nationale des sous-officiers d'active (Ensoa), qui a été notamment fêté le 23 mai dans la cour d'honneur de l'hôtel des Invalides, lors de la cérémonie de baptême de la 289^e promotion. Les six promotions de 2013 ont été nommées « promotions du cinquantenaire » et se sont vues remettre un insigne spécifique. Tout au long de l'année, de nombreux événements marquants ont contribué à cette célébration qui met en valeur l'établissement né le 1^{er} septembre 1963 à Saint-Maixent-l'École, qui a formé 120 000 sous-officiers de l'armée de Terre depuis sa création. Résolument tournée vers l'avenir et sa vocation opérationnelle, l'Ensoa est en charge, depuis 2009, de la totalité de la formation générale de perfectionnement des sous-officiers de l'armée de Terre.



F. CONNAN@DICO

AOÛT-NOVEMBRE

Les femmes au cœur de la Défense

Deux événements ont cette année rendu hommage à celles qui font de l'armée française la plus féminisée d'Europe. Le 29 août, l'exposition Femmes de la Défense a été inaugurée par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, à l'hôtel de Brienne. Les portraits de 23 femmes photographiées dans leur quotidien professionnel ont orné les grilles du siège du ministère, boulevard Saint-Germain, avant de faire le tour de la France : Toulon, Toulouse, Bordeaux et Brest.

À l'occasion du 30^e anniversaire de l'intégration des premières femmes à Saint-Cyr, un colloque sur les femmes militaires s'est tenu à l'hôtel des Invalides les 12 et 13 novembre. Le pôle action globale et forces terrestres du Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan a réuni de nombreux intervenants – universitaires, chercheurs et femmes portant l'uniforme – pour évoquer les perspectives d'avenir de la féminisation dans les armées et la place de la femme au sein de l'institution.



F. ROUCH@ENSOA

AOÛT

La DGA accueille C'Space sur son site de Biscarrosse

Pour la cinquième année consécutive, le centre DGA Essais de missiles de Biscarrosse, dans les Landes, a accueilli le rendez-vous annuel de l'espace et des étudiants, C'Space. Pendant une semaine, du 24 au 31 août, les jeunes passionnés de l'espace ont pu découvrir les grands projets spatiaux français et européens. Organisé par le Centre national d'études spatiales (Cnes), l'association Planète Sciences et en collaboration avec la Direction générale de l'armement (DGA), l'événement a rassemblé 200 étudiants de huit nationalités différentes prêts à présenter un projet spatial de haute technicité. Lancement de fusées expérimentales, de canettes-satellites, lâchers de ballons stratosphériques... l'intense programme s'est déroulé en toute sécurité grâce aux membres du centre DGA Essais de missiles.



CNES



L. BLEVENNE©PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

SEPTEMBRE L'Élysée reçoit les membres des instances de concertation militaire

À la demande du Conseil supérieur de la fonction militaire, soutenu par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, le président de la République a reçu, le 30 septembre, au palais de l'Élysée, tous les membres des instances de concertation. Par cette démarche exceptionnelle, François Hollande a pu réaffirmer son attachement au dialogue avec les hommes et les femmes qui ont choisi le métier des armes, un statut qui exige un devoir de reconnaissance moral et financier. « *La condition militaire est un élément essentiel du moral des forces et de la qualité de l'engagement* », a affirmé le chef de l'État, confirmant l'annonce faite pendant l'été par le ministre de la Défense d'un plan d'amélioration visant à simplifier la vie des militaires et de leurs familles.

NOVEMBRE

Le prix de l'Excellence française distingue le chef de la Cabat

Le chef de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (Cabat), le lieutenant-colonel Thierry Maloux, a reçu le prix d'Excellence française dans la catégorie service public lors d'une cérémonie exceptionnelle. Celle-ci s'est déroulée le 27 novembre dans le grand salon de l'hôtel national des Invalides, sous le patronage du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. L'opération Excellence française honore chaque année, depuis 2009, les personnalités les plus représentatives des secteurs d'activité dans lesquels la France brille à l'échelon mondial. La recherche de l'excellence, le défi de l'innovation et la transmission des savoir-faire spécifiques sont les qualités essentielles que Maurice Tasler, président de l'Excellence française, cherche à gratifier avec ce prix unique. La Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre, créée en 1993, assure un accompagnement dans la durée des soldats blessés en opération. Un soutien administratif, juridique et social qui fait de la Cabat un modèle institutionnel au niveau international.



G. GESQUIÈRE©ARMÉE DE TERRE



M. BASTIEN@ARMÉE DE L'AIR

OCTOBRE

Le chef d'État-Major des armées en tournée au Sahel

L'amiral Édouard Guillaud, chef d'État-Major des armées (Cema), s'est rendu au Sahel, du 16 au 18 octobre, pour y rencontrer les autorités civiles et militaires de ces pays. À Bamako, il s'est entretenu avec le président de la République Ibrahim Boubacar Keïta, le ministre de la Défense, Boubèye Maïga, et avec le général Dembélé, chef d'État-Major général des armées (Cemga). À Gao, il a rencontré les troupes françaises pour les conforter dans l'esprit de leur mission : désorganiser et neutraliser les réseaux terroristes et appuyer la montée en puissance de la Minusma. À Niamey, accompagné du général Foucaud qui commande l'opération Serval, il a inspecté le détachement de la base aérienne 101. Lors d'une cérémonie en présence du ministre nigérien de la Défense, le Cema a remis, le 17 octobre, les insignes de commandeur de la Légion d'honneur à son homologue nigérien, le général Seyni Garba. Cette visite a permis de réaffirmer les liens qui unissent la France et le Niger. Au Tchad, le 18 octobre, l'amiral Guillaud a été reçu par le président tchadien, Idriss Déby, avec lequel il a pu s'entretenir sur les problématiques régionales et la coopération militaire bilatérale. L'amiral a également rencontré le Cemga tchadien, le général de division Bachar, avant d'inspecter les vingt hommes du détachement Épervier de Faya-Largeau, à 1 300 kilomètres de N'Djamena.

NOVEMBRE

Inauguration de l'École des commissaires des armées

Le 9 novembre, l'École des commissaires des armées (ECA) a pris solennellement rang parmi les grandes écoles de formation des officiers. Lors de son inauguration l'ECA, implantée sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence, a accueilli pour l'occasion les hautes autorités des trois armées et des services du ministère de la Défense. Son drapeau lui a été remis symboliquement des mains du chef d'État-Major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, devant les élèves des grandes écoles militaires. Le 1^{er} février, les corps de commissaires de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air s'étaient regroupés pour donner naissance à ce nouveau corps unique des commissaires des armées.



O. FORTIN@ARMÉE DE L'AIR

AVRIL-DÉCEMBRE

Du Livre blanc à la loi de programmation militaire



La fin de 2012 avait été marquée par le début des travaux pour la réalisation d'un nouveau Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. L'année 2013 s'est achevée avec l'adoption de la loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019. Le Livre blanc, rendu public par le président de la République le 29 avril, a fixé les orientations stratégiques des quinze prochaines années. « Il met l'accent sur les trois priorités de notre stratégie de défense : la protection, la dissuasion, l'intervention », a annoncé François Hollande. Le 2 août, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a présenté en Conseil des ministres le projet de loi relatif à la programmation militaire, expliquant qu'il s'agissait de « la première déclinaison concrète des orientations approuvées dans le Livre blanc ». La LPM, débattue au Parlement à l'automne, fixe plusieurs priorités pour les forces armées. Elle consacre notamment le renseignement et la cyberdéfense. « Cette LPM va nous permettre d'adapter l'armée d'aujourd'hui aux menaces de demain », a souligné le ministre.

P. SEGRETTE@PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

AVRIL

Construction d'un nouveau centre de recherche pour le Service de santé des armées

La première pierre du nouvel établissement de recherche du Service de santé des armées (SSA) a été posée le 10 avril à Brétigny-sur-Orge, dans l'Essonne. Ce centre, baptisé Médecin Major Ernest-Duchesne, réunira en 2014 trois antennes du service jusqu'ici établies en province : le Centre de recherche de La Tronche, l'Institut de médecine navale de Toulon et l'Institut de médecine tropicale de Marseille. La construction de ce nouvel établissement marque la montée en puissance de l'Institut de recherche biomédicale des armées. Créé en 2009, cet institut a pour vocation de regrouper sur un site unique les différents centres de recherche du SSA tout en modernisant les équipements. Sa mission est de répondre aux besoins exprimés par les états-majors en matière de protection du combattant.



C. MORGADO@SSA/IRBA

JUILLET-SEPTEMBRE

Signature d'accords de redynamisation d'anciens sites de défense

En 2013, le ministère de la Défense a contribué à l'accompagnement économique des restructurations de défense. Pour cela, cinq contrats de revitalisation économique de territoires anciennement occupés par une emprise du ministère ont été signés. Ces accords, qui prennent la forme de plans locaux de redynamisation (PLR) ou de contrats de redynamisation de site de défense (CRSD) en fonction de la dimension du projet, ont comme objectif de favoriser la transformation des territoires et d'implanter de nouvelles entreprises sur le secteur. Ainsi ont été signés : le 5 juillet, le PLR du Val-d'Oise ; le 19 juillet, le CRSD de Reims ; le 25 juillet, le PLR de la Marne, le 6 août le PLR des Yvelines et le 6 septembre, le CRSD de Vernon, en Normandie (photo).



E. RUILOF@DGA



A. KARAGHEZIAN@CEPAD

OCTOBRE

Annonce des restructurations

Le 3 octobre, le ministre de la Défense a fait connaître les mesures de restructurations pour l'année 2014. Ces décisions entraîneront la suppression de 7880 postes. L'armée de Terre verra ainsi la dissolution du 4^e régiment de dragons stationné à Carpiagne et le transfert dans cette ville du 1^{er} régiment étranger de cavalerie. Le 110^e régiment d'infanterie (photo) disparaîtra également, alors que le 1^{er} RI de Sarrebourg intégrera la Brigade franco-allemande. Le principe d'un stationnement croisé des troupes françaises et allemandes étant maintenu, 500 personnes resteront déployées de part et d'autre de la frontière.

Pour l'armée de l'Air, la plate-forme aéronautique de la base aérienne 102 de Dijon-Longvic et l'escadron de défense sol-air de la base aérienne 116 de Luxeuil seront dissous à l'été 2014. La fermeture du détachement air de Varennes-sur-Allier sera, elle, effective entre les étés 2014 et 2015. Enfin, la base aérienne de Châteaudun sera transformée en élément air, rattaché à celle d'Orléans-Bricy. En ce qui concerne l'interarmées, la Direction du renseignement militaire, localisée à Creil, sera transférée à Balard et les états-majors de soutien défense seront dissous à l'été 2014.

NOVEMBRE

Fin du gros œuvre de Balard

Futur ministère de la Défense, le site de Balard, dans le 15^e arrondissement de Paris, a vu ses travaux avancer au cours de cette année. Un séminaire d'information ministériel sur le projet a été organisé le 18 novembre à l'amphithéâtre Foch de l'École militaire. Il a permis aux participants de découvrir l'avancement du projet immobilier et les services prévus sur le site, tout en évoquant les conditions du déménagement. Sur le plan des travaux, la construction de l'ensemble de l'ossature et des éléments garantissant la solidité et la stabilité du bâtiment central a été achevée le 29 novembre. Les travaux de second œuvre consacrés à l'aménagement intérieur du bâtiment ont, eux, commencé. Ils devraient s'échelonner jusqu'à la fin de l'année 2014.



©DR

JANVIER

Accostage réussi du nouveau ponton des Fremm

Malgré un temps pluvieux, la frégate européenne multimissions (Fremm) *Aquitaine* a réalisé une manœuvre inédite le 14 janvier, à Brest, en effectuant son premier accostage du nouveau ponton dédié à ces navires. Cet embarcadère répond à une double exigence. Il permet d'une part aux camions et aux grues d'accéder directement au bâtiment pour un chargement de fret optimisé, et offre d'autre part un environnement sécurisé pour les accostages. Le ponton Fremm, construit sous la maîtrise d'œuvre du Service d'infrastructure de la Défense, a été mis en place en juillet 2012.



A. MONOT/MARINE NATIONALE

JANVIER

L'armée de Terre reçoit le premier VBCI « félinisé »

La Direction générale de l'armement a livré le 23 janvier à l'armée de Terre le premier véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) apte à assurer le transport d'un groupe de soldats équipés du système Félin (fantassin à équipements et liaisons intégrés). L'adaptation du VBCI au Félin offre aux combattants la possibilité de recharger aisément les batteries d'alimentation de leur système et permet une meilleure préparation de leur débarquement en autorisant l'utilisation du réseau de communication Félin à l'intérieur du véhicule. À terme, tous les VBCI seront « félinisés », soit directement sur les chaînes de Nexter, soit par retrofit dans les régiments pour les 445 modèles produits depuis 2008.



©DGA



©EFA

MAI Le Tigre HAD arrive dans les forces

Le premier Tigre version HAD (hélicoptère d'appui destruction) a été livré le 29 mai à la base de l'aviation légère de l'armée de Terre, au Cannet-des-Maures, dans le Var. Destiné à remplacer les hélicoptères Gazelle Viviane dans la mission d'attaque et de lutte antichar, cet appareil est équipé de missiles air-air Mistral et air-sol AGM-114 Hellfire. Il possède également une protection balistique améliorée contre les tirs d'armes légères ainsi qu'un nouveau système de visée optronique. Les premiers exemplaires devraient être affectés au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat de Phalsbourg à partir de 2014.



J.-J. CHATAUD@DICOD

SEPTEMBRE

Livraison officielle de l'A400M Atlas

Le premier exemplaire du nouvel avion de transport militaire, l'A400M Atlas, a été officiellement reçu par l'armée de l'Air, à Orléans-Bricy, le 30 septembre. « *En baptisant l'Atlas MSN7 Ville d'Orléans, ce sont d'autres grands et beaux défis qui se présentent à nous* », a souligné le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui présidait la cérémonie d'inauguration, après avoir participé le matin même, à Séville, à la cérémonie officielle de livraison de l'appareil chez Airbus Military. Cet avion, dont 15 exemplaires devraient être livrés d'ici 2019, permet de franchir 8 700 kilomètres sans escale, de disposer de 340 m³ de volume de soute et d'emporter une charge quatre fois supérieure à celle d'un Transall, tout en étant deux fois plus rapide.



A. DUPORTET@SSSA

MAI

Le système Aster au Mali

Cinq stations du système d'alerte et de surveillance en temps réel Aster, développé par le Centre d'épidémiologie et de santé publique des armées, ont été mises en place au Mali dans le cadre de l'opération Serval. Ce système – qui comprend un ordinateur portable et des moyens de communication installés dans certains *role 1* ou dans des postes médicaux avancés à Bamako, Gao et Tombouctou – s'est révélé être un véritable atout sur un terrain où les militaires sont exposés à de nombreux risques sanitaires.

SEPTEMBRE

Premier vol aux commandes d'un Reaper

Aux États-Unis, le 24 septembre, trois équipages de l'escadron 1/33 Belfort ont effectué le premier vol de familiarisation de l'armée de l'Air française aux commandes d'un drone Male de type MQ-9 Reaper. Ce vol, qui a eu lieu sur la base de l'US Air Force de Holloman, au Nouveau-Mexique, avait pour but la prise en main du vecteur et de son capteur par deux pilotes opérateurs possédant déjà une expérience sur les systèmes de drones français. La loi de programmation militaire 2014-2019 prévoit l'acquisition de 12 appareils de ce type.



©ARMÉE DE L'AIR

MARS

La France monte sur la première marche du podium des Jeux mondiaux militaires

Annecy a accueilli les Jeux mondiaux militaires (JMM), compétition omnisports réservée aux forces armées du monde entier qui s'est déroulée du 25 au 29 mars. Mille athlètes de 40 nations différentes ont participé à cette manifestation organisée par le Conseil international du sport militaire. Lors de cette deuxième édition des JMM, la France a obtenu la première place du classement par nation avec 12 médailles d'or, 7 médailles d'argent et 11 médailles de bronze.



J.-J. CHATARD@DICOD



J.-J. CHATARD@DICOD

MAI

La Patrouille de France fête ses 60 ans

Le 17 mai 1953, alors que la 3^e patrouille d'escadre participait à un meeting à Alger, le présentateur annonçait au public : « Mesdames et messieurs, la Patrouille de France. » La PAF était née. Les 25 et 26 mai, elle a célébré ses 60 ans sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence. Pendant ces deux jours, de nombreux aéronefs et six patrouilles européennes sont venus fêter l'événement aux côtés des Alphajet aux couleurs du drapeau français. Près de 120 000 spectateurs, les yeux levés vers le ciel, ont assisté à un show aérien exceptionnel. Vitrine du savoir-faire des forces aériennes françaises, « la Patrouille de France symbolise la quintessence de notre métier », a souligné le général Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air, lors de cette emblématique rencontre.

OCTOBRE

La guerre, invitée des Rendez-vous de l'histoire

Pour leur 16^e édition, les Rendez-vous de l'Histoire, qui se sont déroulés à Blois du 10 au 13 octobre, avaient pour thème « la guerre ». La manifestation a été marquée par le passage du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et de Kader Arif, ministre délégué chargé des Anciens Combattants. Jean-Yves Le Drian s'est notamment rendu sur les stands de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) et de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) du salon du livre d'histoire. Il a également participé au débat « Le Mali, les enjeux d'une guerre », tandis que Kader Arif a inauguré une exposition consacrée à Serval. Ces Rendez-vous de l'histoire ont accueilli près de 25 000 personnes.



J.-J. CHATARD@DICOD

OCTOBRE

L'armée de l'Air au sommet aux championnats du monde de voltige

Trois pilotes de l'équipe de voltige de l'armée de l'Air ont participé à la 27^e édition des World Aerobatic Championship, au Texas, aux côtés de sept pilotes français. Du 9 au 20 octobre, cette compétition aérienne a réuni 70 pilotes venus de 18 pays. Le capitaine François Le Vot a remporté le titre de champion du monde en individuel tandis que l'équipe de France, composée de deux femmes et huit hommes, est arrivée en tête de ces championnats par équipe, devançant les États-Unis et la Russie. Prochain rendez-vous en 2015.



ARMÉE DE L'AIR



P. SEGRETTE@PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

NOVEMBRE

Les commémorations du centenaire de la Grande Guerre sont lancées

François Hollande, président de la République, a lancé les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale lors d'un discours prononcé à l'Élysée le 7 novembre. Avec 1,4 million de morts et de disparus, la France a été l'un des pays les plus touchés lors de ce conflit qui a fait 9 millions de morts et près de 8 millions d'invalides. En 2014, quatre grandes cérémonies sont prévues (14 juillet, 1^{er} au 3 août, 12 septembre et 8 au 11 novembre) alors que plus de mille projets à travers la France se sont vus attribuer le label officiel du centenaire. L'année 2014 célébrera également le 70^e anniversaire du débarquement qui a permis la libération de la France lors de la Seconde Guerre mondiale.

NOVEMBRE

Succès du 2^e forum Innovation

Le site de l'École polytechnique, à Palaiseau, dans l'Essonne, a accueilli la 2^e édition du forum Innovation le 21 novembre. Autour de la Direction générale de l'armement (DGA), plus de 700 acteurs de la force d'innovation française – représentant PME, entreprises de taille intermédiaire, universitaires, laboratoires de recherche... – étaient présents. En 2013, la DGA et ses partenaires de la recherche ont soutenu 270 nouveaux projets, tel que le Robco ou robot compagnon, système robotisé terrestre de reconnaissance pour l'observation dans des lieux confinés. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et le délégué général pour l'armement, Laurent Collet-Billon, ont remis trois prix de thèse ainsi que le prix Science et Défense à l'occasion de ce rendez-vous.



J.-J. CHATARD@DICOOD

L'ÉPOPÉE INDOCHINOISE

Des premiers voyages au-delà de la route des Indes à l'indépendance, le musée de l'Armée retrace l'histoire de la présence française en Indochine dans une ambitieuse exposition. L'occasion de marcher sur les pas des explorateurs et colons, mais aussi de découvrir la richesse et la diversité des cultures locales.



Au premier plan, un tableau représentant le prince Canh, héritier du roi Nguyen Anh, réalisé à l'occasion du traité d'alliance entre la France et la Cochinchine, signé le 28 novembre 1787 à Versailles.

R. SEVOUSS@DICO

Après la rétrospective consacrée à l'Algérie en 2012, le musée de l'Armée poursuit son exploration de la période coloniale française avec un nouveau rendez-vous : « Indochine. Des territoires et des hommes, 1856-1956 ». En croisant les histoires de la France, du Cambodge, du Laos et du Vietnam, cette exposition inédite appréhende toute la complexité et la richesse de cette aventure ultramarine, jusqu'à la décolonisation, à travers l'action des militaires français.

Premiers pas de la France au-delà de la route des Indes avant 1856; formation de l'Indochine française de 1856 à 1907; cœur de la vie coloniale de 1907 à 1939; déclin et fin de l'empire français en Extrême-Orient avec la tragédie de Dien Bien Phu : l'exposition se présente en quatre parties chronologiques. « *L'histoire coloniale française en Indochine est pour la première fois racontée dans sa globalité* », souligne le lieutenant-colonel Christophe Bertrand, l'un des commissaires de l'événement.

Près de 380 pièces (tenues, estampes, archives, films, armement...) notamment tirées du fonds du musée de l'Armée, de celui du Quai Branly et des archives d'outre-mer font revivre l'épopée indochinoise.

En reconnaissance dans la vallée du Mékong

Dès ses premiers pas, le visiteur est plongé dans une autre époque, celle de la colonisation et des

grandes explorations. Un tableau représentant l'effervescence du port de Lorient rappelle que c'est de cette ville qu'ont appareillé les premiers bateaux de la compagnie des Indes vers cette partie du monde, à la recherche de nouveaux marchés. Située au carrefour de l'Inde et de la Chine, la péninsule indochinoise a, dès le ^{xvi} siècle, éveillé l'intérêt des Européens, parmi lesquels les Français,

qui souhaitent contrer l'influence britannique. Des cartes anciennes aux lignes finement tracées invitent au voyage dans ces contrées exotiques. À travers ces documents géographiques présentant la vallée du Mékong et ses zones frontalières, jamais exposés au grand public, les visiteurs suivent la progression des militaires français au gré des expéditions. Parmi eux, ■■■



R. SENOUISSI@DICOD

Fresque de Marie Antoinette Boullard-Devé intitulée *Personnages indochinois sur fond or* (1931), appartenant au musée du quai Branly.



J.-J. CHATAUD@DICOD

Grâce à une vingtaine de moniteurs et trois vidéoprojecteurs, les visiteurs peuvent visionner un large éventail de séquences sélectionnées parmi plus de 70 films d'archives.



Tenue d'apparat de 1861 appartenant au général en chef de l'armée vietnamienne Nguyen Tri Phuong, farouche opposant à la colonisation.

J.-J. CHATARD@DICOD

■■■ un remarquable plan cochinchinois de la baie et des défenses de la rivière de Tourane. Cette carte annamite, réutilisée par les officiers d'état-major, représente l'endroit où les premières troupes françaises ont débarqué en 1858. Extrêmement détaillée, elle est légendée en français et représente les forts qui protègent la baie de Tourane.

Sur la trace des hommes qui ont fait l'histoire

Au-delà des paysages et de la géographie, l'exposition rend également hommage aux hommes qui composaient cette Indochine, notamment aux Annamites qui s'opposèrent à la colonisation de leur pays. Deux magnifiques habits de cour du général Nguyen Tri Phuong, le grand chef militaire qui affronta les Français, sont ainsi exposés. Ces costumes d'apparat, tout de soie brodés, symbolisent la résistance

des autochtones. Ils ont longtemps été présentés comme des trophées. « Nous les exposons aujourd'hui non pas pour valoriser l'action guerrière de l'armée française, mais pour rendre hommage au courage des Annamites, qui ont vaillamment combattu les colonisateurs », commente le lieutenant-colonel Christophe Bertrand. La France mettra plus de quarante ans pour constituer son empire colonial en Extrême-Orient, dans un contexte marqué par les changements de régimes en métropole et les évolutions politiques propres à la région. Des documents rares, des objets précieux et symboliques, des armes, des uniformes et une série de tableaux remémorent les grandes heures de cette conquête dont la Marine nationale est un acteur majeur. Les ministères de la Marine et des Colonies ne font d'ailleurs qu'un.

Des officiers français vont à la fois combattre et s'intéresser au pays, à l'instar de l'enseigne de vaisseau Francis Garnier. Sa redingote marine est ainsi présentée à côté de l'habit d'apparat de son ennemi, le général Nguyen Tri Phuong. À la fois officier de marine et explorateur, il est l'un des personnages emblématiques de la période, participant à la mission d'exploration du Mékong de 1866 à 1868, pendant laquelle il est notamment chargé des travaux d'hydrographie, de météorologie, ainsi que du tracé de la carte du voyage. Pendant deux ans, il remontera le cours du Mékong avec l'objectif d'atteindre la Chine. Pendant cette expédition, il découvre Angkor Vat. Des clichés en noir et

blanc révèlent les visages sérieux de ces explorateurs prenant la pose dans les ruines de ce célèbre temple médiéval, vestige de l'empire khmer. En 1873, Francis Garnier participe à l'expédition du Tonkin. Il trouvera la mort aux portes d'Hanoi. Les premières images filmées d'Indochine, prises en 1899 par des opérateurs des frères Lumière, redonnent vie aux personnages de l'époque. Une série de montages permet au visiteur de s'immerger dans ce pays, nous plongeant notamment dans le quotidien des paysans du Vietnam. Le reste de l'exposition se poursuit sur les heures douloureuses de la décolonisation et clôt l'histoire de l'Indochine française. ■

Carine Bobbera



R. SENOUSS@DICOD

Les pièces présentées dans la dernière partie de l'exposition évoquent la fin de la présence française et la guerre d'Indochine.

Infos pratiques

Jusqu'au 26 janvier, au musée de l'Armée, hôtel national des Invalides - 129, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Ouvert tous les jours de 10 heures à 17 heures.

Tarif : 8,5 euros (unique)

Plus d'information sur : www.musee-armee.fr/ExpIndochine

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



Février 1944 - secteur du Belvédère sur le front d'Italie

Des soldats du 6^e régiment de tirailleurs marocains (6^e RTM) marchent dans la neige, aux abords du village de Viticuso, sur le front français d'Italie. Ils font partie de la 4^e division marocaine de montagne (4^e DMM) du général Sevez, l'une des quatre divisions d'infanterie nord-africaines qui composent le corps expéditionnaire français. La 4^e DMM perdra 74 officiers et 1 538 sous-officiers et hommes de troupe durant la campagne d'Italie.

JACQUES BELIN@ECPAD/FRANCE

Campagne d'Italie

L'armée française à l'épreuve du feu

Le corps expéditionnaire français, armé de matériel américain, débarque fin 1943 en Italie. Constitué de quatre divisions nord-africaines, il s'engage aux côtés des Alliés face aux forces allemandes. En juin 1944, après des combats meurtriers, il fait son entrée dans Rome.

Le 21 novembre 1943, la 2^e division d'infanterie marocaine (2^e DIM) commence à débarquer dans le port de Naples. Ainsi débute la campagne en Italie qui va durer jusqu'en juillet 1944.

En janvier 1943, le général Giraud a obtenu que onze divisions françaises soient réarmées avec du matériel moderne expédié des États-Unis et, dès avril, le premier convoi est arrivé à Alger avec le matériel des trois premières divisions d'infanterie. Or, après la conquête de la Sicile en juillet, les alliés anglo-américains ont décidé que, dans l'attente de l'assaut à travers la Manche, ils poursuivraient les opérations sur la péninsule italienne. Mais une fois Naples occupée, leur progression est arrêtée en avant de Cassino.

C'est à ce moment qu'arrivent les éléments du corps expéditionnaire français (CEF) commandé par le général Juin. Le 7 décembre, la 2^e DIM monte en ligne dans les Abruzzes. Elle est suivie le 2 janvier 1944 par la 3^e division d'infanterie algérienne, Juin prenant le lendemain le commandement du secteur de Venafro.

Les conditions climatiques sont épouvantables et les combats sont d'emblée violents contre un ennemi particulièrement aguerri. En dépit des fortes pertes, au combat et par maladie, la vallée du Rapido est atteinte en amont de Cassino et les sommets du Belvédère sont conquis au-delà. Mais les troupes sont épuisées et Juin, ne disposant d'aucune réserve, ne peut exploiter le succès.

Obsédé par la capture de Rome et déçu par l'échec de la tentative de débordement par Anzio, le commandement allié décide alors de remanier le dispositif pour lui donner plus de cohérence, tout en consacrant son effort sur Cassino. Installé maintenant plus au sud, Juin dispose désormais de quatre divisions d'infanterie : les 2^e marocaine de Dody et 3^e algérienne de Monsabert qui ont déjà combattu dans les Abruzzes ; la 4^e marocaine de montagne de Sevez arrivée progressivement de Corse et d'Algérie en mars ; la

françaises participent à la libération du pays – maintiennent le projet de débarquement en Provence. Les jours du CEF en Italie, dont les éléments sont prévus pour participer à l'opération, sont désormais comptés.

Le corps de poursuite, aux ordres du général de Larminat, progresse ensuite au-delà de Rome et, toujours en combattant, libère Sienna intacte le 3 juillet. Puis il faut s'arrêter en vue de Florence et la déception est grande. Les divisions rejoignent alors la région de Naples et,

Obsédé par la capture de Rome, le commandement allié décide de remanier le dispositif, tout en consacrant son effort sur Cassino.

1^{re} de marche, ex-française libre, de Brosset, équipée tardivement avec du matériel d'une division nord-africaine dissoute.

Au cours de la bataille du Garigliano qui se déroule du 11 au 21 mai 1944, la ligne Gustav est enfoncée, puis largement dépassée en dépit de la résistance acharnée de l'ennemi. Le 5 juin, les généraux Clark, commandant la 5^e armée américaine, et Juin font ensemble leur entrée officielle dans Rome, déclarée ville ouverte.

Cependant, bien que Churchill souhaite que le Reich soit attaqué par la vallée du Danube, les Américains – soutenus par Staline, qui tient à conserver son pré carré, et de Gaulle qui préfère que les troupes

le 23 juillet, les unités du CEF dissout intègrent l'armée B.

Les sacrifices consentis au cours des sept mois de combats meurtriers ne sont cependant pas vains. L'armée française qui, en Tunisie, s'était résolument rangée aux côtés des Alliés, vient de faire la démonstration éclatante de ses qualités manœuvrières et de sa capacité étonnante à mettre en œuvre les armes modernes reçues des Américains. Rien ne s'oppose donc plus à sa participation à la libération de la France. ■

Colonel Paul Gaujac,
ancien chef du Service historique
de l'armée de Terre



LES CHASSEURS ALPINS, Troupes de légende

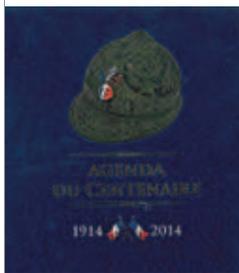
En décembre 1888, douze bataillons de chasseurs à pied sont créés pour assurer la défense de la frontière franco-italienne. En quelques années, les troupes alpines désenclavent les hautes vallées, gravissent les cimes, cartographient et popularisent dans leur région un mode de locomotion simple et performant : le ski. Quand l'Europe s'embrase en 1914, les chasseurs alpins sont déjà très populaires. Les quatre années de guerre leur vaudront de la part des Allemands un surnom – les Diables bleus – et une réputation de troupes d'élite qui depuis ne s'est jamais démentie. Petit album de photographies, de cartes postales et de unes de journaux, cette rétrospective leur rend hommage.

Jean-Pierre Martin,
Éditions Sutton,
128 p., 13 €

LA BASE AÉRIENNE 188 DE DJIBOUTI, Les aviateurs de l'extrême

À 6 000 kilomètres de la France, des aviateurs de l'extrême, chasseurs, transporteurs ou hélicoptéristes, assurent au quotidien la présence française dans les cieux de la jeune République de Djibouti. Dans des paysages à couper le souffle, ils appliquent les accords de défense qui lient la France et ce pays d'une région tumultueuse mais ô combien stratégique. Ce très bel ouvrage propose des vues saisissantes des Mirage 2000, Transall et Puma dans des décors incroyables. Les hommes et femmes qui les servent, tous grades et toutes spécialités confondus, ne sont pas oubliés. Un livre à ne rater sous aucun prétexte pour les fanatiques de l'aviation, les amateurs de sensations fortes, ou simplement pour les amoureux de l'Afrique et de son incroyable beauté.

Photographies, Gilles Bordes-Pagès, coordination des textes, colonel Julien Sabéné, Les Nouvelles éditions de l'université-Petit Futé
142 p., 24,90 €



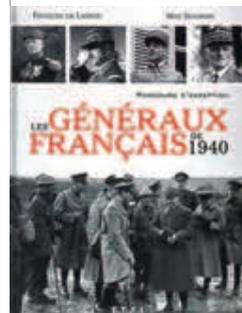
AGENDA DU CENTENAIRE, 1914-2014

Bien imprimé et bien illustré, cet *Agenda du Centenaire* commente semaine après semaine les épisodes les plus importants de la Grande Guerre. À la fin de chaque mois, un document d'époque, pour l'essentiel des publicités et des caricatures, restitue la sourde bataille des images à laquelle se livrèrent les belligérants. Un agenda original conçu par l'écrivain Jérôme Bourguine et préfacé par Kader Arif, ministre délégué aux Anciens Combattants.

Jérôme Bourguine,
éd. L'Archipel,
160 p., 27,95 €

LES GÉNÉRAUX FRANÇAIS DE 1940

Qui étaient les généraux responsables du système défensif français en 1940 ? Si Weygand, Frère, Giraud, Georges ou Gamelin sont restés dans les mémoires, combien d'autres sont aujourd'hui oubliés ?



Parmi les six cents officiers généraux que comptait l'armée en 1940, une vingtaine exerçait les plus hautes responsabilités militaires. Cet ouvrage conjure « le malheur aux vaincus » et dresse le portrait de ces hommes, souvent brillants, emportés par la tourmente de l'Histoire.

François de Lannoy et Max Schiavon,
éd. E-T-A-I,
192 p., 38 €



800 AVIONS DE LÉGENDE

Montrer presque tous les avions de l'histoire de l'aéronautique, en tout cas les plus performants, les plus innovants ou les plus surprenants : c'est l'ambition de cette nouvelle encyclopédie des éditions Larousse. Sur trois cents pages et en dix chapitres – un par décennie –, plus de huit cents appareils sont présentés. De nombreux dossiers thématiques, sur les constructeurs, les moteurs, le pilotage, complètent cet imposant inventaire. Un bel ouvrage, soigné et bien conçu.

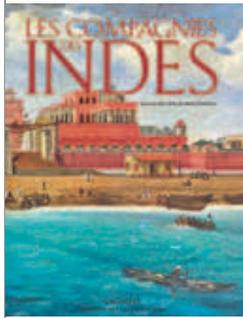
Éd. Larousse,
320 p., 34,90 €



**1914,
ÉTAT DE GUERRE,
L'année 1914
à travers
les publications
officielles**

Comment relire aujourd'hui les *Bulletins des armées* et les *Journaux officiels* de l'année 1914 ? Devenues en un jour les porte-voix de la République en danger, ces publications officielles cultivèrent une rhétorique quasi révolutionnaire sous la pression du nouvel état de guerre. Hommes politiques, écrivains de renom, scientifiques, philosophes, tous prêtèrent leur plume et contribuèrent à galvaniser les lecteurs. Commentés par des universitaires et illustrés par des clichés inédits, ces textes, publiés par la Documentation française, restituent « l'esprit de 14 ».

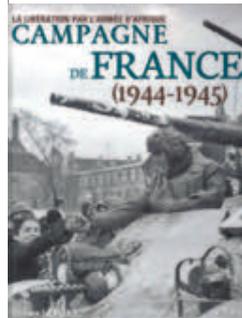
**La Documentation française,
207 p., 27 €**



**LES COMPAGNIES
DES INDES**

Créée par Louis XIV pour étendre « la puissance du Roi » au-delà du cap de Bonne Espérance, la Compagnie des Indes orientales est vite devenue, sous l'impulsion de Colbert, une aventure marchande dont l'ambition était de concurrencer Anglais et Hollandais dans « le riche commerce » des épices, toiles de coton, porcelaines, thés et autres soieries. Déchargées au port de Lorient, les cargaisons vendues aux enchères donneront, durant plus d'un siècle, la norme du « bon goût » aux élites françaises. Rédigé et illustré par toute une équipe de conservateurs et d'universitaires, ce très beau livre retrace, entre épopée maritime et commerce du luxe, la première entrée de la France dans la mondialisation.

**Sous la direction
de René Estienne,
coédition Gallimard
et ministère de la
Défense - DMPA,
286 p., 49 €**



**CAMPAGNE DE
FRANCE (1944-1945),
La Libération par
l'armée d'Afrique**

« La France pourrait-elle oublier que cette armée a libéré le tiers de son territoire et que, sans elle, son chef n'aurait pas été à Berlin le 8 mai 1945 pour signer, au nom de la France, l'acte de capitulation de l'Allemagne ? »

À quelques pas de l'île Saint-Louis, à Paris, cette épitaphe gravée dans le marbre et signée du général de Gaulle rappelle le rôle éminent joué par la Première armée française dans la Libération. Du débarquement en Provence jusqu'au franchissement du Rhin, cet album retrace tous les épisodes de cette campagne où s'illustrèrent côte à côte les 250 000 soldats de l'armée d'Afrique et les 150 000 volontaires FFI.

**Jérôme Leygat,
éd. E-T-A-I,
192 p., 42 €**

**MÈRE, VOICI TES
FILS QUI SE SONT
TANT BATTUS,
Août 1939-
Juillet 1940,
Les combattants
racontent**

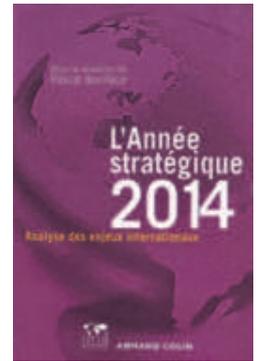
En six semaines, de mai à septembre 1940, plus de cent mille soldats français seront tués par l'ennemi. La guerre éclair menée par les troupes allemandes sera pour l'armée française l'une des plus meurtrières de son histoire. Au cœur de la tempête, et parmi toutes les unités engagées, un régiment — le 43^e régiment d'infanterie motorisé — est lui aussi décimé. Ce livre lui est dédié. Il exhume photographies et témoignages des survivants pour rendre enfin hommage à « ceux du 43^e » qui, à l'image des héros de la prière de Péguy, « se sont tant battus ».

**Paul Rascle,
Les éditions Nord Avril,
400 p., 33 €**



**L'ANNÉE
STRATÉGIQUE 2014,
Analyse des enjeux
internationaux**

Des dossiers thématiques, près de deux cents fiches recensant les indicateurs sociaux, démographiques, économiques, culturels et militaires de 197 pays, des cartes régionales, des rappels chronologiques et un annuaire statistique :



L'Année stratégique 2014 fournit toutes les clés pour déchiffrer les enjeux de l'actualité internationale. Une publication de l'Iris, l'Institut de relations internationales et stratégiques, épaulé par les données statistiques par le Centre d'études en géopolitique et gouvernance de l'ESC Grenoble.

**Sous la direction
de Pascal Boniface,
éd. Armand Colin,
540 p., 27 €**

ARMÉES D'AUJOURD'HUI